



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2014

iram



Congo



1. Éditorial

p. 3

2. Présentation de l'IRAM

p. 4

3. Faits marquants en 2014

p. 10

4. Activités de l'IRAM

p. 16

5. Tableau de bord 2014

p. 58

6. Films de l'IRAM

p. 66

7. Partenaires de l'IRAM

p. 68

L'année 2014, année de l'agriculture familiale, a confirmé, par les débats qu'elle a suscités, la pertinence des engagements de l'IRAM dans l'appui aux petits producteurs du Sud pour le renforcement de leurs capacités à intervenir dans la définition des politiques agricoles et de sécurité alimentaire. Elle a également mis en évidence que les réflexions en cours à l'IRAM sur le développement économique des territoires ruraux sont d'une grande actualité. Sur ces questions, l'IRAM s'est réinvesti sur un de ses « terrains historiques », l'Afrique du Nord, avec des activités diversifiées, certaines inscrites à nouveau dans le long terme.

Des évolutions majeures sont en cours dans les politiques d'aide publique au développement et dans le financement du développement. Les travaux menés par les agences d'aide en 2014 sur la redéfinition des objectifs post-2015 de l'A.P.D. adoptent par le concept d'objectifs de développement durable (O.D.D.) une approche « universelle », assise sur les droits humains, qui modifie les critères de sélectivité de l'aide et appelle à dépasser les approches sectorielles. Dans le même temps, l'aide publique se repositionne sur les instruments de prêt visant un effet de levier pour les financements privés au sein de coalitions d'acteurs et de partenariats publics-privés qu'elle appelle de ses vœux. Nous sommes entrés dans une phase de recomposition du paysage de la coopération internationale dans un cadre de financiarisation du développement et de plus grande normalisation des procédures.

L'IRAM se prépare à ces changements, conscient qu'ils sont profonds et auront des répercussions sur notre projet, notre organisation, voire notre métier. Nous avons mobili-

sé notre Conseil d'analyse stratégique (en juin 2014) sur ce thème et contribué à la réflexion du Groupe Initiatives sur les coalitions d'acteurs pour l'aide au développement. Dans le cadre de l'actualisation du projet IRAM « post 2015 », nous avons commencé à tirer les enseignements de notre dispositif d'innovations (les axes structurants) et de la diversification de nos sources de financement.

Au-delà des politiques d'aide, le contexte socio-politique dans nombre de pays dans lequel l'IRAM intervient continue à se complexifier. L'année 2014, loin de voir la résolution des crises des années antérieures, a connu malheureusement une extension de celles-ci à d'autres zones géographiques et avec des répercussions dramatiques en Europe. Bouleversé comme tous par les actes terroristes de janvier 2015 à Paris et les réactions qui ont suivi, au Niger notamment, l'IRAM a initié une tribune de positionnement du Groupe Initiatives sur ces questions et continue à s'interroger, dans le cadre de l'actualisation de son projet stratégique, sur les formes à venir de notre coopération. Ce contexte nous engage à imaginer des manières innovantes de travailler et à renforcer encore davantage nos liens avec les partenaires du Sud qui partagent avec nous les mêmes principes et objectifs.

2014 a ainsi été une année intense en réflexions et débats. Nous espérons que ce rapport d'activités en restituera la richesse.

Johny Egg, président

Marie-Jo Demante, directrice

Juin 2015

L'Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (IRAM) intervient depuis 1957 dans le champ de la coopération internationale. L'institut cherche à conjuguer une expertise indépendante de haut niveau et un engagement éthique.

Orientations et principes d'action

Composé de deux entités, l'association IRAM et sa filiale IRAM Développement (société de droit commercial), le groupe associatif IRAM est une structure indépendante qui combine : i) une implication concrète dans des opérations de développement au Nord comme au Sud via des projets de long terme et des missions courtes d'expertise, en tant qu'opérateur direct ou structure de conseil ; ii) la production, à partir de ces expériences concrètes, de démarches, méthodes et outils ; iii) l'établissement de partenariats de longue durée avec des organisations du Sud ; iv) la contribution à des actions de plaidoyer à différentes échelles ; v) l'enseignement et la contribution à des initiatives de recherches.

L'IRAM inscrit son action dans le sens de la promotion de sociétés moins inégalitaires, du niveau local à l'échelle internationale, et pouvant définir librement leurs propres voies de développement.

Notre travail vise à rechercher et promouvoir, en co-construction avec tous les groupes sociaux concernés, des solutions en faveur d'un développement humain durable et d'une cohésion sociétale renforcée. Ces solutions sont caractérisées en particulier par : i) des bases économiques viables porteuses d'intérêts partagés entre les acteurs d'un territoire donné ; ii) des modalités pérennes d'exploitation des ressources reposant sur une juste répartition des droits (et pratiques) d'accès ; iii) un cadre politique favorable s'appuyant sur une gouvernance transparente et partagée, des institutions — publiques et privées — solides, et une société civile plurielle informée et organisée. Cet engagement amène de fait l'IRAM à positionner prioritairement ses activités en appui aux groupes sociaux les plus vulnérables (petits paysans, femmes, jeunes, pasteurs nomades, etc.) dans les pays du Sud.

La recherche d'une cohérence d'analyse et d'action impose d'articuler nos activités à différentes échelles. Ainsi, nous travaillons à la fois à la consolidation des organisations, des institutions et des politiques aux niveaux local, national et régional ainsi qu'à l'adaptation des politiques de coopération. À partir de ces interventions nous sommes amenés à questionner les dynamiques de mondialisation, porteuses d'échanges et d'interdépendances mais aussi de confrontations et d'accroissement des inégalités. De ce fait, l'engagement de l'IRAM qui, au moment de sa création était centré sur l'appui aux politiques nationales des États du Sud, porte également aujourd'hui sur les modèles de développement au Nord et sur les relations économiques internationales.

Les orientations de notre action sont définies dans notre projet associatif (2011-2016), adopté en 2011 à

l'issue d'un processus de rédaction collective impliquant des salariés et des membres associés.

Enjeux prioritaires

L'IRAM retient quatre enjeux prioritaires pour mener ses actions :

- Réduction de la vulnérabilité face aux aléas;
- Renforcement des capacités des organisations locales et nationales à influencer les politiques publiques;
- Réappropriation du développement des territoires par leurs acteurs;
- Formation et insertion socio-professionnelle des jeunes ruraux.



Domaines d'intervention

Au regard des enjeux prioritaires retenus dans le projet IRAM, les principaux domaines d'intervention sont :

- Accès à l'énergie;
- Changements climatiques;
- Développement local et décentralisation;
- Élevage et pastoralisme;
- Environnement et gestion décentralisée des ressources naturelles;
- Filières et marchés;
- Formation et insertion des jeunes;
- Genre;
- Hydraulique villageoise, agricole et pastorale;
- Micro et petites entreprises;
- Organisations de producteurs et services à l'agriculture;
- Politiques agricoles et d'intégration régionale;
- Sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- Systèmes de financement et microfinance;
- Systèmes ruraux d'activités.

Expertise

- Diagnostic, faisabilité et formulation;
- Mise en œuvre d’actions de développement;
- Conseil et appui méthodologique;
- Dispositifs de suivi-évaluation;
- Évaluation;
- Capitalisation;
- Animation de réseaux;
- Formation;
- Organisation de journées d’études et de séminaires.

Pays d’intervention

En 2014, l’IRAM est principalement intervenu en :

- Afrique de l’Ouest (Bénin, Burkina Faso, Gambie, Ghana, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Togo);
- Afrique centrale (Cameroun, Centrafrique, Gabon, République démocratique du Congo, Congo, Tchad);
- Afrique du Nord (Algérie, Maroc, Tunisie);
- Asie (Cambodge, Laos, Viêt Nam);
- Afrique de l’Est (Kenya, Rwanda, Soudan, Tanzanie);
- Afrique australe (Botswana, Madagascar);
- Moyen-Orient (Égypte, Jordanie);
- Europe (Grande-Bretagne, France).

Les interventions en France et en Grande-Bretagne correspondent essentiellement à des séminaires et des actions de formation.

Sources de financement

L’IRAM met en œuvre son projet selon deux modalités :

- Prestations de services pour des partenaires techniques et financiers : l’IRAM intervient à la demande d’administrations publiques, d’organisations de la société civile ou d’institutions privées. Selon les cas, ces interventions sont financées par les demandeurs eux-mêmes ou par des agences de coopération bilatérales, des organismes multilatéraux, des collectivités territoriales, des fondations, des O.N.G...

- Définition et mise en œuvre d'actions de développement avec nos partenaires : les financements combinent des ressources propres (affectation d'une partie des résultats d'exploitation, mobilisation d'expertise bénévole) et des fonds alloués par des entités publiques ou privées.

Équipe IRAM

L'IRAM se compose d'une équipe salariée, en France et dans plusieurs pays du Sud, et de membres de l'association mobilisés sur différents travaux et réflexions.

L'Assemblée générale : elle est constituée de membres honoraires, de membres associés et de membres professionnels. Elle regroupe 90 membres adhérents à l'association IRAM.

Le Conseil d'administration : Le C.A. est constitué de 7 personnes (5 membres associés et 2 membres professionnels) :

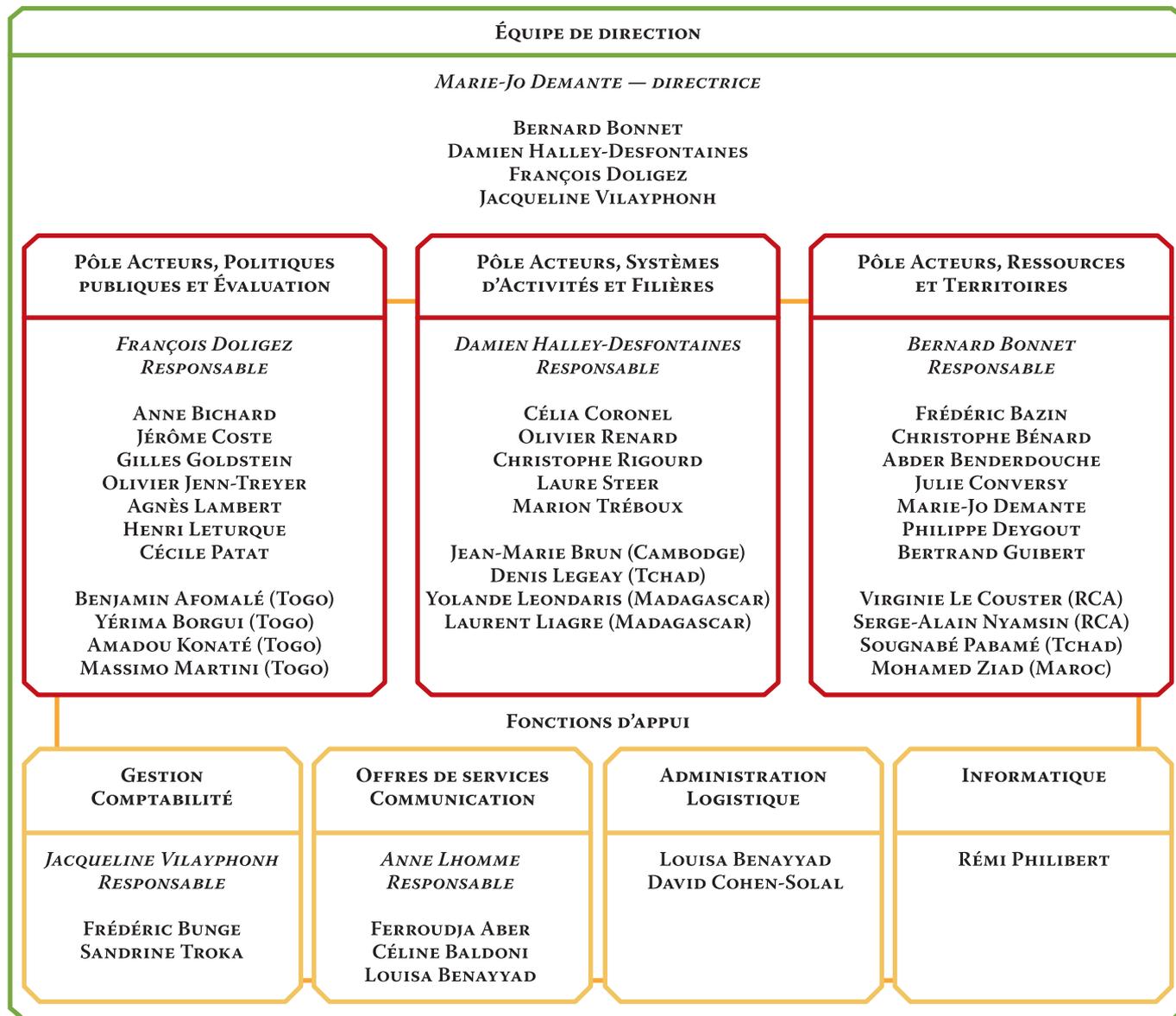
- Président : Johny Egg;
- Trésorier : Étienne Beaudoux;
- Secrétaire : Jean-Jacques Gabas;
- Membres associés : Isabelle Droy, Anne Le Bissonnais;
- Membres professionnels : Célia Coronel et Marion Tréboux.

En plus de l'administration de l'association, le C.A. exerce un rôle de vigilance à l'égard des activités opérationnelles, en veillant à ce que celles-ci soient conformes aux orientations du groupe (charte, projet associatif). Le C.A. joue un rôle spécifique dans la gestion du « budget du projet IRAM » (B.P.I.), depuis la définition des actions jusqu'à leur évaluation en passant par une contribution à la mise en œuvre et au suivi.

L'équipe permanente est composée, en 2014, de 34 experts techniques (dont 12 résidant à l'étranger) et 9 personnes assurant les fonctions d'appui au siège.

Le Conseil d'analyse stratégique (CAS), créé en 2011, est composé de membres et de proches de l'association IRAM, il permet de renforcer notre capacité d'anticipation et d'analyse des évolutions de l'environnement de l'IRAM, jugées primordiales pour la réalisation de notre projet. En 2014, le CAS est composé de : Roger Blein, Jean-Jacques Boutrou, Imma de Miguel, Marc Dufumier, Benoît Faivre-Dupaigre, Christian Fusillier, Dominique Gentil, Yves Gueymard, Pierre Jacquemot, Christophe Mestre, Bio-Goura Soulé, Bernard Tallet, Marie-Cécile Thirion et Camilla Toulmin. Auxquels s'ajoutent les membres du C.A.

Organigramme de l'équipe salariée IRAM 2014



Mali



Les temps forts de l'IRAM en cette année internationale des agricultures familiales

Juin

4-6

Accompagner l'insertion des jeunes dans les agricultures familiales au Sud – Montpellier

http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=86&adm=o

Proposé dans le cadre de l'année internationale des agricultures familiales, le colloque avait pour ambition de contribuer, par l'échange de pratique et d'expérience, à la réflexion stratégique sur l'accompagnement de l'insertion des jeunes dans les agricultures familiales au Sud. L'IRAM y a animé plusieurs tables rondes.



Octobre

16

Projet Nariindu, lauréat du prix de la Fondation de France pour une alimentation durable et responsable – Paris

Le prix a été remis à M. Ali Kado, président du centre de collecte de lait de Kollo au Niger, accompagné par le projet Nariindu dont l'IRAM est opérateur. Le montant du prix permettra au projet Nariindu de poursuivre et développer les innovations concernant la production et la vente de lait local à Niamey, en lien avec les producteurs.



Les faits marquants 2014

Janvier

Démarrage du projet « Appui à la mise en œuvre de la politique de coopération de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur au Maroc » – Tanger, Maroc

L'IRAM apporte un appui institutionnel à la collectivité régionale de Tanger Tétouan, pour le renforcement des compétences des élus et des cadres territoriaux. Cet appui intègre également l'accompagnement à l'élaboration du Schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT), le projet pilote Parc naturel régional de Bouhachem et la structuration d'une stratégie régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire.

Février

Politique française de développement : orientation ou programmation ? – Tribune du Groupe Initiatives

http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=80&adm=o

Le premier projet de loi d'orientation et de programmation sur la Politique française de développement et de solidarité internationale a été adopté par l'Assemblée nationale en première lecture lundi 10 février 2014, après de longs



débats et l'analyse de centaines d'amendements proposés. Les 10 O.N.G. professionnelles de développement du Groupe Initiatives y ont réagi via une note de positionnement. Tout en se félicitant de l'adoption de cette loi, attendue depuis longtemps, elles insistent sur les enjeux pour « orienter le développement » et relever les grands défis du XXI^e siècle, notamment la réduction des inégalités.

Mars
 28

Comment les organisations paysannes peuvent-elles répondre aux besoins de financement des exploitations familiales ? – Paris

L'IRAM a animé à l'A.F.D. une conférence-débat organisée par le groupe de travail « financement agricole et rural » d'Inter-réseaux Développement rural avec S.O.S. Faim en présence de FONGS-Sénégal, F.N.G.N.-Burkina Faso, Sexagon-Mali, F.P.F.D.-Guinée Conakry.

Avril
 29

Quels enjeux pour la coopération au regard de quatre trajectoires croisées ? – Paris

Dominique Gentil, Jacques Giri, Philippe Hugon et Gérard Winter ont témoigné autour de la coopération au développement à partir de leurs ouvrages respectifs récemment publiés aux éditions Karthala. La table ronde, animée par Antoine de Ravignan journaliste à *Alternatives économiques*, était organisée par les éditions Karthala, l'IRAM, le GEMDEV et l'Inter-réseaux Développement rural.



Avril
 29

Présentation du livret sur le conseil de gestion agricole – Meknès, Maroc

À l'occasion du salon international de l'agriculture de Meknès, les conclusions de l'étude de faisabilité pour la mise en œuvre d'actions pilotes de conseil de gestion dans le cadre du Plan Maroc vert, financée par l'A.F.D. et la C.T.B., ont été présentées devant un large public.

Mai
 16

Apéro – Table ronde O.N.G.-entreprises

<http://www.24h-ong-entreprises.org>

L'IRAM et Consultants sans frontières (C.S.F.) ont organisé un apéro-table ronde pour réunir O.N.G. et entreprises, afin d'ouvrir des pistes de travail collaboratif. Des O.N.G. et des entreprises déjà engagées sont venues partager leur expérience autour de plusieurs tables-rondes.

Mai
 21

14^e rencontres du Réseau interuniversitaire de l'économie sociale et solidaire (RIUESS) – Lille

Contribution de l'IRAM sur « l'avenir du métier d'expert engagé dans le champ de la coopération internationale », à partir des réflexions du conseil d'analyse stratégique de l'IRAM.

<http://riuess2014.sciencesconf.org/32607/document>

Juin
26

Journée technique IRAM Formation et insertion professionnelle des jeunes – Paris

Cette journée technique faisait suite à la journée d'études de 2013 dédiée à « l'insertion socio-économique des jeunes ruraux en Afrique » et aux orientations définies par le CAS en 2012. Elle a rassemblé salariés, adhérents et consultants associés, et a permis de contribuer à la définition du positionnement de l'IRAM sur le thème de la formation et de l'insertion professionnelle des jeunes.

Juin
27

Assemblée générale de l'association IRAM – Paris Réunion du Conseil d'analyse stratégique (CAS) de l'IRAM – Paris

À l'initiative du C.A., le conseil d'analyse stratégique a engagé une réflexion sur les évolutions de l'aide publique au développement, notamment sur la place croissante des entreprises privées et la préparation par les agences d'aide internationale du post 2015.

Septembre
3

Vernissage de l'exposition « Nous sommes des paysans maliens » – Festival VISA OFF – Perpignan

Les photos prises par des productrices et des producteurs avec des appareils photos jetables noir et blanc, illustrant leurs visions de l'irrigation et de la gestion de l'eau à l'Office du Niger dans le cadre du projet ASIrri au Mali, ont été sélectionnées par le Festival VISA OFF, qui s'est tenu à Perpignan du 30 août au 13 septembre 2014.



Visionner les photos : <http://www.innovations-irrigants.com/asirri-mali/rubrique16.html>

Visiter le site du festival : <http://www.festivaloff.com>

Visiter le site du projet : <http://www.innovations-irrigants.com/asirri-mali/index.html>

Octobre

Démarrage du projet « Mise en place d'un démonstrateur pico-hydrolien à Moulenda en République du Congo »

Porté par IRAM-Ecocinetic-G.C.A.D.M. (Groupement des coopératives agropastorales pour le développement de Moulenda), ce projet est soutenu par le FASEP-Innovation verte, instrument financier de la politique d'aide au développement de la France (porté par les services du Trésor public) et ouvert au financement de technologies « vertes » conçu par des P.M.E. innovantes françaises.

Octobre
6

Journée d'étude du Groupe Initiatives « L'action des O.N.G. face au défi du changement d'échelle » – Nogent-sur-Marne

Télécharger la note de synthèse : http://www.groupe-initiatives.org/IMG/pdf/Synthese_Gi_changement_echelle.pdf

Télécharger les actes de la journée : http://www.groupe-initiatives.org/IMG/pdf/Traverses_43.pdf

Octobre
15-23

Rencontres internationales sur le pastoralisme et Festival du film « Pastoralisme et grands espaces » – Prapoutel les 7 Laux

<http://www.alpages38.org/-festival-2014,96-.html>

<http://www.filiere-bovine-tchad.com>

L'IRAM a organisé la participation d'une délégation de pasteurs tchadiens, accompagnés par la plateforme pastorale du Tchad (www.plateforme-pastorale-tchad.org) aux rencontres internationales sur le pastoralisme en Isère. Ces rencontres concernaient cette année le plaidoyer pour l'élaboration des codes pastoraux et la reconnaissance des différents impacts économiques de la transhumance.



En lien avec ces rencontres s'est déroulé le festival du film « Pastoralisme et grands espaces ». La délégation tchadienne y a présenté un film sur la filière bovine réalisé avec l'appui de Terre nourricière et de l'IRAM. Il a reçu le prix *Louis Guimet*.

Novembre
18-20

Cambodian Rice Festival et World Rice Conference – Phnom Penh, Cambodge

Le projet d'appui à la commercialisation du riz cambodgien, mis en œuvre par le groupement IRAM-NIRAS, était co-organisateur de ce festival. Pour la troisième année consécutive, le riz cambodgien a remporté le titre du *World Best Rice*, titre partagé cette année avec la Thaïlande.



Novembre
25

Dégustation du thé shan de Suoi Giang dans le cadre du projet d'appui à la filière thé shan équitable à Yen Bai – Agence de développement du Val de Marne

Cette dégustation a été organisée par l'IRAM dans le cadre de l'appui à la coopération du Val-de-Marne avec les producteurs de thé shan de Suoi Giang. Cette dégustation a eu lieu en présence de la délégation vietnamienne de la province de Yen Bai, d'acheteurs français (Jardins de Gaïa, Pagès, Nestlé, Fralib, Herbac, Cannon, AlterEco) et de certificateurs (U.T.Z., Max Havelaar), et du partenaire de l'IRAM au Viêt Nam, le RUDEC.

Décembre
10-12

« Quelles politiques publiques pour accompagner les dynamiques innovantes des territoires ruraux méditerranéens ? » – Montpellier

<https://a2dtrm.iamm.fr/index.php/seminaire/programme-et-presentation>

L'IRAM a appuyé l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (I.A.M.M.) dans l'organisation d'un

séminaire s'inscrivant dans le cadre du projet A.2D.T.R.M. – Appui aux dynamiques de développement des territoires ruraux méditerranéens, mis en œuvre par l'I.A.M.M. et financé par l'Agence française de développement (A.F.D.) et le ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Forêt (MAAF). Il a permis des échanges sur l'amélioration des politiques de développement agricole et rural en Égypte, au Maroc et en Tunisie, entre décideurs, syndicats agricoles, coopératives de producteurs, organisations de la société civile, chercheurs et partenaires techniques et financiers.

Décembre

17

Atelier de lancement du projet Gomme arabique au Soudan – El Obeid, Soudan

Le projet, financé par le Programme de renforcement des capacités commerciales (P.R.C.C.) de l'A.F.D., mis en œuvre par la *Forest National Corporation* (F.N.C.) accompagnée par l'IRAM et le RONGEAD, vise à contribuer à la réduction de la pauvreté et à la protection de l'environnement en renforçant la filière gomme arabique au Soudan et en développant des opportunités commerciales.

Décembre

16-18

Réunion annuelle des salariés – Sommières

Cette année, la réunion a permis des débats techniques autour de la mutualisation des activités sur la région méditerranéenne, et la présentation comparée des travaux en cours sur le partenariat paysan-entreprises .



Cette présentation de nos activités 2012 n'est pas exhaustive. Elle s'articule autour des enjeux prioritaires du projet IRAM 2011-2016.

Tunisie



Réduction de la vulnérabilité face aux aléas p. 17

Centrafrique



Renforcement des capacités des organisations locales et nationales à influencer les politiques publiques p. 25

Togo



Réappropriation du développement des territoires par leurs acteurs p. 33

Niger



Formation et insertion socio-professionnelle des jeunes ruraux p. 53

Les questions de gestion des risques sont aujourd'hui au cœur des agendas de politiques d'aide au développement : gestion des risques sanitaires, climatiques, politiques, de marchés... Cette priorité politique s'est accompagnée de nombreux développements théoriques et méthodologiques, notamment articulés autour des concepts de vulnérabilité aux aléas, de résilience, et plus spécifiquement d'adaptation aux changements climatiques. Mais aujourd'hui, dans les pays en développement, sous les effets combinés de la pression anthropique sur les ressources naturelles, de l'intégration croissante des exploitations agricoles aux marchés et des changements climatiques, les paysans et les pasteurs sont confrontés à des aléas dont l'ampleur et la fréquence auraient tendance à s'accroître. Dans un contexte de profonde transformation des systèmes d'activités, qui réduit la résilience des ménages, ces aléas fragilisent en premier lieu les catégories sociales et les individus les plus dému-

nis. La gestion des risques est un dénominateur commun à la plupart des thématiques abordées par l'IRAM, aussi bien dans ses activités d'appui à la gestion des ressources naturelles, à la sécurisation des systèmes pastoraux, à la structuration des filières que dans celles de l'analyse des politiques de sécurité alimentaire. Tout en étant conscient que la vulnérabilité est une notion dynamique dont la définition varie selon les disciplines et les conditions locales où elle est appliquée, l'IRAM considère que la réduction de la vulnérabilité des acteurs les plus touchés par ces aléas constitue aujourd'hui un enjeu de taille, à la fois dans les sociétés du Sud et à l'échelle mondiale. En 2014, nos actions dans ce domaine ont porté sur l'identification, la formulation et la mise en œuvre de projets d'appui à la sécurisation des systèmes pastoraux, et d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Nicaragua



Dans les régions semi-arides, notamment au Sahel, la mobilité constitue le pilier central des systèmes pastoraux, autant du point de vue écologique, qu'économique et social.

Ainsi, garantir la mobilité des hommes et des troupeaux constitue un enjeu majeur. Le contexte politique et sécuritaire régional et international représente une forte contrainte. Si 2012 a mis en exergue les problèmes d'insécurité dans les zones pastorales du Nord Mali avec des conséquences sur le Niger voisin, 2014, tout en ne voyant pas la résolution durable de ces problèmes a vu se multiplier les exactions des mouvements religieux radicaux au Nigeria et au Cameroun, avec des incursions au Niger et au Tchad.

Par ailleurs, de nouvelles contraintes sont intervenues, à cause de la crise centrafricaine, qui a bouleversé de ma-

nière dramatique les relations intercommunautaires et a pesé sur la transhumance transfrontalière entre le Tchad et la R.C.A. Le contexte est donc de plus en plus préoccupant et impacte profondément les pasteurs. Cette insécurité croissante des espaces saharo-sahariens a entraîné une prise de conscience des décideurs du caractère crucial de l'élevage pastoral dans le soutien à l'économie de ces régions, et plus largement pour sa contribution au développement et à la sécurité.

Alors que nos activités en 2013 avaient été dominées par des grandes rencontres régionales consacrées à la définition de politiques publiques de développement pastoral (Déclaration de N'Djaména en mai 2013 et déclaration de Nouakchott en octobre 2013), 2014 est placée sous le signe de la concrétisation de ces engagements.

Projets de développement

Assistance technique à la Direction de l'organisation pastorale et de la sécurisation des systèmes pastoraux (D.O.P.S.S.P.). Tchad. 2012-2014. Maîtrise d'ouvrage : ministère du Développement pastoral et des Productions animales (Tchad). Financement A.F.D. Montant global du projet : 300 k€.

La plateforme des acteurs du développement pastoral au Tchad est issue des conclusions du colloque national sur le pastoralisme organisé en mars 2011 à N'Djaména. La plateforme pastorale constitue un cadre de concertation ouvert, réunissant les organisations des acteurs du développement pastoral, centré sur l'amélioration des politiques de développement du monde rural, au plan national, sous régional et international. Son secrétariat est assuré par des membres du ministère du Développement pastoral et des

Productions animales (maître d'ouvrage), le ministère de l'Hydraulique pastorale, l'Institut de recherche pour l'élevage et le développement, le collectif des organisations professionnelles des éleveurs, l'A.F.D.

En 2014, les activités de la plateforme ont été dominées par l'animation de la réflexion prospective sur la conception d'une stratégie de développement pastoral. Un état des lieux national du pastoralisme a permis de dégager huit éléments stratégiques nationaux ainsi qu'un zonage du pays en 16 unités homogènes du point de vue des contraintes et des potentialités de l'élevage pastoral. La plateforme pastorale a également été active pour mobiliser l'État et les bailleurs de fonds dans la prévention des conséquences sociales, économiques et foncières liées à la concentration des éleveurs au Sud du Tchad du fait de la crise en R.C.A. Les informations sur la plateforme pastorale du Tchad

sont disponibles via le site internet : www.plateforme-pastorale-tchad.org

Deuxième phase du projet d'hydraulique pastorale au Tchad central. Tchad. 2011-2014. Maîtrise d'ouvrage : ministère de l'Environnement, de l'Eau et des Ressources halieutiques (Tchad). Financement : A.F.D.. Montant global du projet : 2 640 k€. Partenaire : ANTEA (France).

Le programme vise à améliorer les conditions de l'élevage transhumant par la réalisation et la réhabilitation d'ouvrages d'hydraulique pastorale, le balisage de pistes de transhumance dans les zones de conflits potentiels entre éleveurs transhumants et sédentaires, ainsi que l'appui à l'organisation des groupes d'usagers pour la gestion concertée des ressources pastorales et hydrauliques. Au sein du groupement ANTEA-IRAM, maître d'œuvre du

programme, l'IRAM intervient au travers d'une assistance technique impliquée dans la programmation concertée des investissements, la prévention de conflits, l'accompagnement méthodologique, le suivi évaluation et la capitalisation progressive des connaissances et des savoirs.

Les activités d'appui à la gestion des ressources pastorales ont abouti à la concrétisation des travaux visant l'organisation de la gestion de ces ouvrages sur la base d'accords sociaux inspirés des pratiques de gestion traditionnelles.

En synthèse, les principaux investissements programmés du projet concernent la réhabilitations et/ou la construction d'environ 80 puits pastoraux et le balisage de 300 km d'axes de transhumances (« les mourhals »). Au cours de la dernière mission réalisée auprès du projet en novembre-décembre 2014, le processus de capitalisation a été enclenché.

Appui-Conseil – Évaluation

Appui au processus de formulation du Projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel (PRAPS). Mali, Niger, Tchad. 2014. Financement : F.A.O., Banque mondiale.

Le PRAPS est un projet d'envergure sous-régionale d'appui au développement pastoral. Cette initiative fait suite à la déclaration de Nouakchott mettant en avant la nécessité d'appuyer le pastoralisme, qui a fait l'objet de peu d'investissement au cours des vingt dernières années. Six pays sahéliens (Tchad, Niger, Mali, Burkina Faso, Sénégal et Mauritanie) se sont inscrits dans cette démarche et sont appuyés par le CILSS. L'originalité porte sur la plus-value régionale des interventions en termes d'aménagements, de maîtrise de la santé animale, d'actions en faveur de la résilience des populations pastorales, et de soutien à la di-

mension économique du pastoralisme. Il a été fait appel à l'IRAM pour appuyer les équipes nationales et le CILSS, dans la rédaction des documents synthétiques de « capitalisation des appuis au développement du pastoralisme » pour le Niger et le Tchad. Ainsi que pour la formulation du programme au Mali, au Niger et au Tchad.

Identification et formulation conjointe U.E.-A.F.D. des interventions dans le domaine du pastoralisme et de la gestion des ressources naturelles au Tchad. Tchad. Janvier et juillet 2014. Financement : U.E., A.F.D.

La faisabilité a traité d'un futur programme de développement pastoral au Centre, à l'Est et au Sud du pays qui intègre à la fois des investissements d'ouvrages d'hydrauliques (points d'eau de surface et de profondeur), des

appui à la sécurisation de la mobilité pastorale (aires de stationnement, axes de transhumance et prévention des conflits), et l'appui aux services sanitaires de base (santé humaine et animale et éducation) en faveur des éleveurs. La conception du futur programme s'est largement appuyée sur la capitalisation et l'évaluation des actions d'hydraulique pastorale dans ce pays, mais s'est élargie au concept de développement pastoral (ouverture au marché, accès aux services de base pour les populations transhumantes).

Formulation d'un programme de renforcement institutionnel en Mauritanie vers la résilience agricole et pastorale 11^e FED. Mauritanie. Mai-juin 2014. Financement : U.E.

La mission avait pour objectif d'appuyer la délégation de l'Union européenne et le ministère du Développement rural mauritanien dans la formulation d'un projet de Renforcement institutionnel pour la résilience agropastorale (RIRAP) dans les régions d'Assaba, Guidimakha, Hodh el Gharbi et Hodh el Chargui. La formulation a abouti à la présentation de la fiche d'action développant la stratégie du programme.

Appui institutionnel au ministère de l'Élevage et de la Pêche du Mali. Mali. Novembre 2013 – avril 2014. Financement : C.T.B.

Cet appui de plusieurs mois a visé notamment à amé-

liorer les capacités de coordination et de suivi-évaluation du ministère dans un contexte de reconstruction nationale et de relance de la décentralisation et de l'économie des zones pastorales et agro-pastorales. Il consistait à préparer la mise en œuvre d'études visant à affiner l'analyse du contexte politique, institutionnel et technique à différents niveaux du sous-secteur de l'élevage afin de mieux préciser les contenus des interventions du projet d'appui institutionnel au ministère de l'Élevage et de la Pêche (P.A.I. MEP) de la C.T.B.

Accompagnement et facilitation du séjour de sept représentants d'organisations d'éleveurs et de cadres des ministères du développement rural de la Centrafrique au Tchad. Tchad. 2014. Financement : Plateforme pastorale du Tchad.

La crise centrafricaine a imposé le retour massif de milliers d'éleveurs tchadiens fuyant les violences en R.C.A. Dans l'objectif de prévenir le développement de tensions au Sud du Tchad, la plateforme pastorale a organisé une rencontre entre les représentants des organisations tchadiennes et centrafricaines d'éleveurs et d'agriculteurs. De nombreux acquis ont été mutualisés en termes de méthodes de prévention et de gestion précoce de situations conflictuelles entre éleveurs et entre agriculteurs tchadiens et éleveurs paupérisés, fixés momentanément au Sud du Tchad.

Capitalisation-Recherche

Capitalisation des interventions de la S.N.V. Mali dans le secteur de l'élevage et du pastoralisme. Mali. Novembre 2014. Financement : S.N.V. Mali.

La S.N.V. est un partenaire incontournable du Mali dans le domaine de l'élevage et du pastoralisme depuis au moins deux décennies. L'IRAM a accompagné un effort de capitalisation interne de la S.N.V., afin d'en dégager les ac-

quis essentiels. Ces acquis concernent surtout la sécurisation de la mobilité pastorale (axes et aires de parcours avec des conventions inter communales), la sécurisation alimentaire (magasins d'intrants, de fourrages et d'aliments pour le bétail), l'amélioration de la commercialisation (4 marchés à bétail) et l'appui aux organisations d'éleveurs et de commerçants.

Publications

Bonnet B., Guibert B. *Stratégies d'adaptation aux vulnérabilités du pastoralisme, trajectoires de familles de pasteurs (1972-2010)*. In *Afrique contemporaine*, 2014/1 n°249, p. 37-51. D.O.I. : 10.3917/afco.249.0037. http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=AF-CO_249_0037

Bonnet, B. *Vulnérabilité pastorale et politiques publiques de sécurisation de la mobilité pastorale au Sahel*. In *Mondes en développement*, 2013/4, n° 164, p. 71-91. D.O.I. : 10.3917/med.164.0071. <http://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2013-4-page-71.htm>

Bonnet B., Malam Ousseini O., Elh. Attoumane I. *Le pas-*

toralisme mobile du Centre-Est nigérien, système d'exploitation familial multi-échelle en perpétuelle adaptation grâce au capital social de la mobilité pastorale. In *La diversité des agricultures familiales au XXI^e siècle*. Décembre 2014. http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=102

Bonnet B. *Résilience des sociétés pastorales face aux changements climatiques. Analyses issues des travaux conduits en Afrique de l'Ouest et au Tchad*. In *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation*, p. 283-296. Sous la direction de Jean-Marc Chataigner, avril 2014, éditions Karthala, 482 p.

Tchad



Le dénominateur commun des interventions de l'IRAM s'inscrivant dans une perspective de réduction de la vulnérabilité alimentaire est de chercher à faire évoluer l'environnement social, juridique, organisationnel, institutionnel et politique ainsi que les mécanismes de gouvernance. L'IRAM travaille, pour l'essentiel, au renforcement des structures nationales ou régionales (institutions publiques, organisations socio-professionnelles, institutions de microfinance, etc.) afin d'améliorer les services rendus par celles-ci mais aussi de favoriser la définition et la mise en

œuvre de « règles du jeu » adaptées (lois, stratégies, mécanismes de concertation, etc.). L'évaluation des politiques publiques ou des actions dans ce domaine constitue aussi un axe fort.

En 2014, l'IRAM a traduit ces orientations via différents travaux : conduite de projet, formulation, évaluation ou accompagnement de projets et de politiques de développement, essentiellement dans le domaine de la réduction de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.

Projets de développement

Programme régional d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest (PASANAO).

Afrique de l'Ouest. 2013-2016. Maîtrise d'ouvrage : Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Financement : A.F.D. Montant global du projet : 1 900 k€. Partenaires : Bureau Issala (France), AEDES (Belgique), LARES (Bénin).

Ce programme vise à appuyer la CEDEAO et les pays membres à améliorer la pertinence et l'efficacité des politiques de réduction de l'insécurité alimentaire. Le groupement IRAM-AEDES-Issala-LARES fournit le personnel de la cellule de coordination, basée à Lomé (un assistant

technique international et trois assistants techniques régionaux), ainsi que des experts de court terme.

En 2014, les activités ont principalement porté sur : (i) la réalisation d'une étude sur la réserve régionale de sécurité alimentaire; (ii) le lancement et le dépouillement de plusieurs appels d'offres (pour des études démarrant fin 2014 ou début 2015); (iii) le lancement d'un appel à propositions structuré autour de trois thèmes : « fortification des aliments et production locale de produits de supplémentation nutritionnelle », « sécurisation des systèmes d'activité pastoraux » et « renforcement des systèmes de crédit et d'assurance agricoles ».

Appui-Conseil – Évaluation

Contrat-cadre évaluations Programme alimentaire mondial (PAM). Monde. 2013-2015. Financement : PAM. Partenaires : Groupe U.R.D. (France), AEDES (Belgique), Bureau Issala (France).

Le consortium IRAM-AEDES-Bureau Issala-Groupe

U.R.D. a été sélectionné comme partenaire pour gérer une partie du portefeuille d'évaluation des actions du PAM. Il s'agit non seulement de former des équipes d'experts, mais aussi de gérer l'ensemble du processus d'évaluation : interface entre les acteurs concernés; information des équipes

sur les normes du PAM en termes de processus d'évaluation; appui à l'équipe tout au long du processus; contrôle qualité etc).

En 2014, le consortium a mis en œuvre 5 évaluations : à Madagascar, au Tchad, au Burkina, au Mali et au Ghana. Il conduira 3 évaluations par an en 2015, 2016 et 2017.

Analyse de l'inclusion de la nutrition dans les politiques sectorielles. Afrique de l'Ouest. Septembre 2014 – février 2015. Financement : A.C.F.

Zoom

Démarches de ciblage des pasteurs vulnérables dans la gestion des crises alimentaires et pastorales : pour un ciblage plus efficace dans le soutien à la résilience des sociétés pastorales. Afrique de l'Ouest. 2014. Financement : Réseau Bilital Maroobe (Afrique de l'Ouest). Le réseau Bilital Maroobe, réseau d'organisations d'éleveurs, est impliqué depuis plusieurs années dans les mécanismes de gestion des crises alimentaires. Fort de cette expérience et à la lumière des crises passées (2009, 2011), le réseau a souhaité alerter les partenaires techniques et financiers sur les travers que peuvent prendre certains processus de ciblage des populations bénéficiaires de l'aide alimentaire en milieu pastoral.

Le réseau a ainsi confié à l'IRAM une revue analytique des processus de ciblage en milieu pastoral, qui a permis la capitalisation des pratiques en vigueur et l'identification des appuis nécessaires. Il s'agissait d'identifier des pistes de réponses opérationnelles et pratiques à destination des acteurs de l'aide, des décideurs et des organisations pastorales.

L'objectif de cette étude était d'avoir une bonne compréhension de la situation, des avancées et difficultés rencontrées afin de développer des actions pertinentes favorisant l'adoption et l'application de politiques sensibles à la nutrition. Une première phase a permis de faire, sur une base documentaire, un état des lieux dans les 11 pays d'intervention d'A.C.F. en Afrique de l'Ouest. Elle a été complétée par une étude plus approfondie de la situation dans deux pays : le Mali et la Mauritanie.

Une synthèse de l'analyse a été produite à l'issue de ce travail, sous forme d'une plaquette de 16 pages. Son contenu a pu être présenté à l'assemblée générale du réseau Bilital Maroobe à Niamey en 2014.

Dans un premier temps, cette synthèse présente le pastoralisme et ses spécificités au Sahel, les facteurs de vulnérabilité ainsi que leurs impacts sur la résilience des pasteurs et de leurs troupeaux. La résilience y est définie comme suit : « La résilience traduit une capacité à dépasser une situation critique, lui résister et lui survivre. Cela consiste à anticiper ce qui peut l'être et à réagir à ce qui survient de manière imprévue. Les sociétés pastorales ont bâti, depuis plusieurs siècles des capacités de résilience aussi multiples que les aléas auxquels elles font face » (Bonnet, 2013).

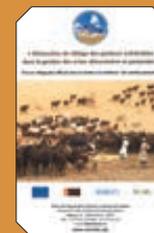
Dans un second temps, le concept de ciblage est défini, ainsi que ses principales méthodes. « Le ciblage est un processus concret de définition, d'identification et de sélection des bénéficiaires visés par une assistance. Il doit permettre de s'assurer que l'aide est bien affectée

à des personnes, ménages ou groupes, selon les critères et objectifs du programme d'assistance. Le ciblage doit être bâti sur la base d'un ensemble de critères objectifs, acceptables par tous et adaptés aux réalités du milieu. ».

La synthèse permet de préciser la place du ciblage dans les différentes séquences d'une action d'urgence, et de détailler quelques modes de ciblage utilisés au Sahel. Enfin, une large place est donnée au regard critique des pasteurs sur ce ciblage, qui permet de souligner plusieurs biais : mauvaise information des pasteurs, exclusion – sur-inclusion de certains pasteurs dans les processus de ciblage, faible légitimité des interlocuteurs, éloignement géographique de l'aide, manque d'actions de politiques d'anticipation des variations de prix (aliment, bétail et ani-

maux sur pieds)...

Enfin, la synthèse propose des pistes de réponses opérationnelles et pratiques à l'ensemble des intervenants (bailleurs, États, O.N.G., organisations internationales de pasteurs...) : (i) développer en amont des systèmes de veille et d'alerte spécifiques au milieu pastoral, (ii) dans les zones critiques effectuer le ciblage avec les éleveurs et identifier un seuil de viabilité, (iii) développer un système d'aides spécifiques aux groupes pastoraux, (iv) impliquer les organisations pastorales locales et nationales en tant que parties prenantes de la concertation multi-acteurs.



Publications

Lambert, A., Tréboux, M. (coord). *Relever ensemble le défi de la sécurité alimentaire au Niger. Revue critique des expériences de la S.N.V. aux côtés des agriculteurs et des pasteurs.* juin 2014, 60 p. <http://www.snvworld.org/en/sectors/agriculture/publications?filter=niger>



Blein R., Coste J., Leturque H. *Ambitions et limites de la notion de résilience pour les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle : enseignements tirés d'Afrique de l'Ouest.* In *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation*, p. 263-282. Sous la direction de Jean-Marc Chataigner, avril 2014, éditions Karthala, 482 p.

Depuis une dizaine d'années, il existe un relatif consensus sur la nécessité de définir, au cas par cas, le meilleur agencement possible entre le marché, l'intervention publique et l'action collective. Les crises financières et alimentaires de la fin des années 2000, dont les effets se ressentent toujours, rendent le débat et la recherche de solutions concrètes nécessaires et urgentes : les inégalités sont de plus en plus criantes, en particulier dans le secteur agricole où la progression de l'agriculture contractuelle, qui transfère l'essentiel des risques aux exploitations agricoles, suscite des craintes croissantes, et parallèlement les exigences ci-

toyennes vis-à-vis de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises multinationales s'intensifient.

Dans ce contexte, l'IRAM au-delà de la mise en œuvre de son expertise sur l'évaluation des politiques et instruments de coopération (en 2014, évaluation de la coopération entre l'U.E. et Madagascar, la République démocratique du Congo ou le Tchad, par exemple) considère comme un enjeu particulièrement important le renforcement des capacités des organisations locales et nationales à intervenir efficacement dans la formulation, le suivi, l'évaluation et la mise en œuvre des politiques publiques.

Congo



Contribution des organisations professionnelles aux politiques agricoles et alimentaires

L'IRAM intervient, en amont de la définition de politiques agricoles et alimentaires, nationales et régionales, dans l'accompagnement et le renforcement des capacités des organisations professionnelles. L'objectif est que ces acteurs

soient informés et préparés à élaborer des propositions, à conduire des négociations, à s'impliquer dans les processus de concertation et de mise en œuvre des politiques.

Appui-Conseil – Évaluation

Programme « promotion du commerce régional du bétail et de la viande ». Afrique de l'Ouest. Février-décembre 2014. Financement : Banque mondiale. Partenaires : Bureau Issala (France), LARES (Bénin).

La régionalisation des échanges est un phénomène qui caractérise très fortement l'évolution du commerce à l'échelle mondiale. En Afrique de l'Ouest et du Centre, les produits de l'élevage, en tout premier lieu le bétail, constituent après les produits pétroliers, les principaux produits échangés entre les pays.

Les économies ouest-africaines sont confrontées à des mutations importantes : croissance démographique élevée, urbanisation, émergence d'une classe moyenne dont la consommation de protéines animales (viandes et produits laitiers) s'accroît fortement. D'un autre côté, la pression croissante sur les ressources naturelles multiplie les risques de conflits entre les sédentaires et les pasteurs transhumants. Les échanges de produits s'effectuent pour leur immense majorité sous forme de bétail sur pied. Les filières de transformation- exportation de viandes n'ont pas réussi à émerger. La commercialisation du bétail repose encore largement sur des pratiques traditionnelles, qui sont peu accompagnées par les politiques publiques.

Partant de ce constat, le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (P.P.A.A.O.) a voulu mettre en œuvre un instrument d'appui « la promotion du com-

merce de bétail et produits animaux en Afrique de l'Ouest et du Centre ». L'IRAM, en collaboration avec le LARES et le Bureau Issala, a été sollicité pour réaliser (i) un état des lieux du « couloir central » (Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana), (ii) l'accompagnement de l'élaboration d'un plan d'action par les acteurs de la filière et les acteurs publics, (iii) des notes de plaidoyer, (iv) des documents de formation à l'intention des acteurs de la filière, et (v) la mise en place d'instances pour entretenir le dialogue politique sur le sujet. Les informations concernant ce programme sont disponibles sur <http://www.waapp-ppaao.org/projet>

Formulation d'un programme régional sur la libre circulation des produits agricoles. Afrique de l'Ouest. Janvier-mars 2014. Financement : U.S.A.I.D. (via Hub rural).

Ce travail était demandé par la CEDEAO, dans le prolongement des recommandations d'une conférence régionale sur la libre circulation des produits agricoles en Afrique de l'Ouest, organisée en 2013 à Accra. L'IRAM et le LARES ont apporté un appui à la préparation et à la facilitation des réunions de concertations ainsi qu'à la formulation technique du document de programmation. Le programme est structuré autour de 3 axes : (i) contribuer à une meilleure connaissance du fonctionnement du commerce des produits agricoles et alimentaires ; (ii) assurer une veille stratégique sur la libre circulation des produits agricoles en Afrique de l'Ouest ; et (iii) contribuer à la formulation et à la mise en

œuvre des politiques et stratégies régionales de promotion des échanges de produits agricoles et alimentaires.

Étude d'identification d'un projet conjoint (ROPPA-R.B.M.-APESS) sur la réserve régionale de sécurité alimentaire en construction dans la CEDEAO. Afrique de l'Ouest. Mai-décembre 2014. Financement : D.D.C. (via Inter-réseaux). Partenaire : Bureau Issala (France).

L'étude réalisée par l'IRAM et le Bureau Issala, pour le compte des réseaux d'O.P. régionaux ROPPA, APESS et RBM, visait à appuyer les O.P. régionales dans la conception d'un programme d'action valorisant les expériences de terrain en matière de stocks de proximité, qui puisse faire l'objet d'une prise en charge à travers le Programme d'appui à la régulation des marchés en Afrique de l'Ouest (PARMAO). Cet appui a donné lieu à deux missions au Burkina Faso et au Mali, puis au Bénin et au Togo, et s'est

traduit par un rapport de capitalisation et une proposition de stratégie pour les O.P. régionales.

Appui à la mise en œuvre de l'ECOWAP. Afrique de l'Ouest. Avril-octobre 2014. Financement : U.S.A.I.D. (via le Hub rural et le CILSS). Partenaires : Bureau Issala (France), LARES (Bénin).

L'IRAM, le LARES et le Bureau Issala ont été sollicités pour renforcer les capacités des institutions régionales en charge du pilotage et de l'exécution du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (ECOWAP-P.D.D.A.A.) en Afrique de l'Ouest. L'appui visait à contribuer au renforcement des capacités de gouvernance et de supervision technique du processus ECOWAP-P.D.D.A.A., notamment de l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA), par l'élaboration de notes techniques et d'une proposition de plan d'action triennal détaillé.

Formations

Institut des régions chaudes (I.R.C.) SupAgro, Master « MOQUAS », Montpellier.

Conception et animation d'une intervention sur les O.P. : « Comprendre et travailler avec les O.P. ».

Université d'été de la Plateforme du commerce équitable (P.F.C.E.), Nogent-sur-Marne.

L'IRAM est intervenu sur la question de l'« Empowerment des producteurs du Sud et de leur organisation : comment le mouvement du commerce équitable peut-il être acteur de changements au Sud ? ». Présentation sur l'appui à l'organisation des producteurs, les défis de l'empowerment et co-animation d'un groupe de travail.

Participation à la journée du département S.A.E.2 (Sciences sociales, agriculture et alimentation, espace et environnement) de l'INRA, sur le thème : « De la famille au commerce international, quels chemins pour la sécurité alimentaire et le développement ? ».

La discussion de contributions de chercheurs de l'INRA avait pour objectif de contribuer aux réflexions sur les façons de favoriser le développement économique des pays du Sud, en présentant des leviers possibles à des échelles allant du micro au macro-économique, de la famille au commerce international.

Publications

Doligez F. *Bilan et perspectives de la coopération au développement, un statu quo en ébullition*. In *Défis Sud*, n°117, mars 2014. https://www.sosfaim.org/be/wp-content/uploads/sites/3/2014/07/defis_sud_cinquante_ans_sosfaim_doligez.pdf

Mali



La négociation avec les acteurs de la société civile, dans la définition des politiques publiques est essentielle pour s'assurer que celles-ci répondent à leurs besoins et attentes. C'est aussi la condition pour qu'elles soient respectées par ces acteurs et puissent aboutir à des résultats. Dans ce sens,

l'IRAM s'attache, dans l'ensemble de ses travaux, à proposer une méthodologie permettant d'appréhender le renforcement des capacités de la société civile, pour qu'elle puisse intervenir dans la définition, le suivi et la mise en œuvre des politiques.

Projets de développement

Appui à l'ordonnateur national du FED en appui à la gestion et au suivi des projets O.N.G. Mali. 2011-2016. Maîtrise d'ouvrage : Cellule de l'ordonnateur national du FED (Mali). Financement : U.E. Montant global du projet : 952 k€. Partenaire : AEDES (Belgique).

Au Mali, l'IRAM, en partenariat avec AEDES, appuie les services de l'ordonnateur national dans la programmation, la mise en œuvre et le suivi des actions en matière de sécurité alimentaire financées par l'U.E.

Cet appui, qui comprend notamment la mise à disposition d'un assistant technique, vise à renforcer les acteurs publics et à mettre en place un cadre d'échange entre les différents acteurs impliqués dans la sécurité alimentaire (entre autres les O.N.G.). L'IRAM intervient en particulier en accompagnement d'un processus de capitalisation va-

lorisant les savoir-faire des acteurs de la société civile. Depuis 2013 la formation et la capitalisation ont porté sur la mise en place d'un indicateur commun, « le Score de diversité alimentaire (S.D.A.) », pour apprécier l'impact nutritionnel des projets conduits par les O.N.G. Ce travail s'est poursuivi en 2014, et devrait aboutir à la finalisation de la capitalisation sur différents volets : (i) les enseignements de la mise en œuvre des enquêtes S.D.A. notamment à la fin des projets O.N.G.; (ii) les leçons tirées des nouvelles activités (cash transfer, activités nutrition et petit élevage) mises en œuvre par des O.N.G. internationales; (iii) les acquis et limites du renforcement des capacités des bénéficiaires de ces activités et des cadres nationaux impliqués dans le programme; enfin (iv) le développement du système de monitoring national porté par les O.N.G.

Appui-Conseil – Évaluation

Évaluation du Fonds social de développement (F.S.D.) de l'Ambassade de France au Laos. Laos. Février-mars 2014. Financement : Ambassade de France au Laos.

L'évaluation a porté sur le programme « Fonds social de développement » (F.S.D. 2010-2013), qui accompagne essentiellement les actions et les initiatives d'O.N.G. et plus globalement d'associations de la société civile. Le principal

objectif de l'évaluation était de réaliser un bilan des actions conduites sur ce financement afin de permettre à l'Ambassade de France et aux différents acteurs concernés d'apprécier la qualité de mise en œuvre, l'impact des projets financés (22 projets, 20 associations), ainsi que l'efficacité du mode de gestion de l'instrument F.S.D. Ceci afin de permettre aux décideurs de déterminer des choix pour le futur F.S.D.

L'IRAM, sur la base d'une expérience de 25 ans en appui à des réseaux de microfinance, a développé une expertise dans l'accompagnement de la construction des politiques nationales, voire régionales de microfinance permettant de renforcer la contribution du secteur au développement social et économique ainsi qu'à la lutte contre la pauvreté et les inégalités, au travers de processus de concertation multi-acteurs. En 2014, les interventions de l'IRAM ont

concerné essentiellement le diagnostic et le renforcement d'institutions de microfinance (gouvernance, contrôle interne) dans l'optique de renforcer la portée agricole et rurale du secteur, souvent en marge des dynamiques plus commerciales. Avec le comité CERISE et ses partenaires internationaux, l'IRAM a également contribué à un travail de capitalisation et de recherches sur l'évaluation des actions de *social business*.

Appui-Conseil – Évaluation

Identification d'un programme de formation « finances agricoles ». Kenya, Niger. Mars-juin 2014. Financement : A.F.D. Partenaire : I.R.C. SupAgro Montpellier (France).

Cette identification de programme a été réalisée à destination des membres francophones de l'Association africaine de crédit agricole et rural (AFRACA). Elle avait pour objet d'identifier les possibilités d'accompagner la création et la mise en œuvre d'un dispositif visant à la formation et la gestion des connaissances dans le domaine de la finance agricole. Deux restitutions ont permis, à Nairobi et Niamey (rencontre WACRAT-1), de partager les hypothèses et réflexions avec les interlocuteurs concernés.

Diagnostic financier et organisationnel de la banque tunisienne de solidarité en matière de micro-crédits. Tunisie. Novembre 2013 – février 2014. Financement : Banque africaine de développement.

L'étude a consisté à réaliser (i) une analyse de l'environnement réglementaire et financier; (ii) la synthèse de la demande; (iii) une enquête auprès de 90 associations de microcrédit; (iv) des entretiens avec 40 d'entre-elles dans les six régions socio-économiques du pays; (v) une ana-

lyse organisationnelle et financière du dispositif de refinancement au sein de la Banque tunisienne de solidarité. La synthèse de la première phase de l'étude a été restituée à Tunis en février 2014 en présence des responsables de la Banque, du gouvernement tunisien, de la Banque africaine de développement et de l'Union européenne.

Assistance technique au secrétariat général de la Commission de supervision bancaire et financière (CSBF). Madagascar. Septembre 2014 – septembre 2015. Financement : Association pour la Gestion du programme d'appui aux services financiers (AGEPASEF). Partenaires : SOLID (Sénégal), Consulting Plus (Madagascar).

Le gouvernement malgache a reçu un financement de l'*Africa Catalytic Growth Fund* (A.C.G.F.) pour soutenir le Programme d'appui aux services financiers (PASEF). L'objectif de ce projet est d'accroître l'accès aux services financiers durables, particulièrement pour les micros, petites et moyennes entreprises (M.P.M.E.) et les ménages à Madagascar. La gestion du projet est confiée à l'association pour la gestion du programme d'appui aux services financiers qui joue le rôle d'unité de coordination du projet.

L'IRAM et ses partenaires ont été sollicités pour iden-

tifier intégralement les besoins du secrétariat général de la C.S.B.F. en informations, et de proposer une démarche d'intervention pour la mise en place d'un système de gestion de données des établissements de crédit.

Les travaux à réaliser se sont organisés en trois phases : (i) diagnostic du système informatique et organisationnel existant ; (ii) identification des besoins en base de données de la C.S.B.F. ; (iii) accompagnement à la mise en œuvre de la solution.

Étude sur le « Préfinancement des commandes du commerce équitable : identification et essaimage des bonnes pratiques du secteur ». France. Novembre 2014-janvier 2015. Financement : Plateforme du commerce équitable. Partenaire : Cerise (France).

Le préfinancement des commandes du commerce équitable est essentiel pour les organisations de producteurs (O.P.). Ce besoin de financement représente souvent des montants considérables et un poids financier important pour les entreprises qui sont engagées dans ce processus et qui rencontrent par ailleurs des difficultés à faire financer leur propre fonds de roulement par les partenaires financiers. Dans le plan d'action national 2013-2017 en faveur du commerce équitable, lancé par le gouvernement en mai 2013, et afin de permettre un rééquilibrage des chaînes de valeurs en faveur des producteurs, il était prévu « la création d'un groupe de travail sur le préfinancement des achats et des récoltes, afin d'appuyer les entreprises du secteur qui préfinancent les petits producteurs et manquent d'outils financiers adaptés ».

C'est dans ce cadre que cette étude a été réalisée. Il s'agissait d'identifier et de disséminer les bonnes pratiques concernant les mécanismes innovants de préfinancement

des campagnes de production, notamment agricoles, dans le cadre des commandes du commerce équitable. Pour cela, les travaux ont consisté à réaliser des fiches techniques sur les outils et les pratiques d'une dizaine de partenaires financiers, à formuler des recommandations pour valoriser, améliorer et diffuser ces bonnes pratiques en les adaptant aux contextes et aux différentes filières.

Formations

ISTOM – École d'ingénieur agro-développement international, 5^e année de spécialisation, Cergy-Pontoise.

Conception et animation d'un module « Développement agricole et financement ».

Symposium académique « Passerelles vers l'autonomie en microfinance », Luxembourg-Grund.

Ce symposium a été organisé à l'occasion des 20 ans de l'association ADA. Intervention de l'IRAM sur « Appuyer pour rendre autonome, un nouvel oxymore ? ».

<http://www.ada-microfinance.org/fr/evenements/20ans/symposium>

Zoom

Social business

L'IRAM au sein de CERISE participe à un travail de réflexion sur le *social business* depuis 2012. Une grille d'analyse a été élaborée pour essayer d'évaluer un social business avec l'idée à terme de définir un cadre standard, à l'image de SPI© (outil d'audit des performances sociales des institutions de microfinance, développé par CERISE, <http://www.cerise-microfinance.org/-impact-et-performances-sociales-#outils>).

Les objectifs de la grille d'analyse sont les suivants :

- Etablir une définition claire et reconnue du *social business* ;
- Identifier des principes essentiels de gouvernance, les pratiques et les modes d'intervention de ce type d'entreprises ;
- Proposer des indicateurs et méthodes d'évaluation et de suivi.

Cette grille se structure autour de 5 dimensions clés et une dimension optionnelle : le projet, le public, le pro-

duit, les principes éthiques, le profit et le partenariat.

CERISE a signé une convention de recherche appliquée avec l'A.F.D. dont les objectifs sont les suivants :

- Appliquer la grille d'analyse à un échantillon d'entreprises sociales, à travers des visites terrain de projets de social business dans 2 géographies différentes : Madagascar et le Cambodge ;
- Identifier, valider, documenter des bonnes pratiques qui pourront servir de guide à la mise en place de pratiques responsables, à travers des études de cas de *social business* performants ;
- Analyser les résultats de la phase de test et tirer les enseignements afin de préciser la grille d'analyse ;
- Disséminer les résultats de la phase de test ainsi que la grille à un plus grand nombre d'acteurs du secteur pour favoriser le suivi et l'accompagnement des *social business*.

L'IRAM a testé la grille à Madagascar et au Burkina Faso.

Publications

Dans le cadre de contributions au comité éditorial de la Revue internationale de l'économie sociale (RECMA), l'IRAM a publié trois notes de lecture :

- *Une autre finance pour une autre agriculture*. Miramap (coord.), éditions Yves Michel, 2013, n°333, juillet 2014.
- *La microfinance. Entre utilité sociale et rentabilité fi-*

nancière. Bédécarrats F. 2013 : L'Harmattan, Paris, n°331, janvier 2014.

- *Microcrédit contre pauvreté, des prêts entre solidarité et marché*. Gloukoviezoff G. & Rebière N., Les éditions de l'Atelier, Paris, 2013, n°331, janvier 2014.

Le niveau local constitue une échelle d'action pertinente pour traiter des questions clés du développement comme notamment l'accès aux services socio-économiques et à l'emploi, la gestion durable des ressources productives, la génération de revenus et le partage équitable des richesses, l'intégration des personnes vulnérables.

Depuis plusieurs années, les appuis au développement rural s'inscrivent ainsi dans une trajectoire qui veut renforcer l'articulation entre gouvernance et économie des territoires ruraux.

L'IRAM situe totalement ses travaux dans cette trajectoire, en traitant des enjeux de reconquête économique et de réappropriation des territoires par leurs acteurs. Il s'agit de concevoir des modalités d'intervention qui permettent de créer durablement un environnement institutionnel et économique favorable aux dynamiques économiques

rurales. Dans ces processus, il convient de s'appuyer sur l'émergence d'institutions de gouvernance locale aptes à mobiliser et toucher l'ensemble des parties prenantes politiques, sociales et économiques, considérées dans leur diversité. L'IRAM privilégie trois axes d'intervention complémentaires :

- renforcer les processus de décentralisation afin de relocaliser les processus de décisions politiques et d'accès durable aux services;
- appuyer l'innovation au sein des filières agricoles porteuses pour permettre une génération durable et partagée de richesses au sein des populations locales;
- accompagner la gestion décentralisée des ressources naturelles pour leur accès durable par les différents acteurs.

Togo



Les processus de décentralisation en cours en Afrique subsaharienne, représentent une évolution majeure dans l'histoire politique de ces pays dans ce qu'elles supposent du changement des relations entre citoyens et État ainsi que dans les pratiques d'exercice du pouvoir.

Pour que les collectivités territoriales deviennent réellement les animatrices principales du développement local, les défis à relever restent encore importants. En effet, les transferts de responsabilités et de ressources de l'État aux collectivités tardent encore à devenir effectifs, l'articulation des politiques sectorielles avec les compétences des collectivités territoriales demande des efforts qui se heurtent souvent à la réticence des ministères sectoriels à se dessaisir de leurs prérogatives et à envisager de nouvelles modalités de travail. Au niveau territorial, le renforcement

des capacités des élus, des personnels municipaux, ou des services déconcentrés dont le rôle d'appui-conseil est attendu, reste un enjeu fort. Il en est de même de l'amélioration des finances des collectivités, en termes quantitatifs mais aussi en termes de rigueur de gestion.

Malgré ces difficultés, les réformes de décentralisation sont de véritables atouts pour la définition et la mise en œuvre de politiques locales de développement conformes aux caractéristiques des territoires, ainsi qu'aux besoins et initiatives de leurs habitants.

La participation citoyenne pour ce faire doit être encouragée. L'IRAM y accorde une grande importance et la considère comme un des garants essentiels de la réussite et de la pérennité de ces réformes à visée démocratique.

Projets de développement

Appui à la coopération décentralisée PAC – Tanger-Tétouan. Maroc. 2014-2016. Maîtrise d'ouvrage : conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (France), région Tanger-Tétouan (Maroc). Financement : conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Montant global du projet : 360 000 k€. Partenaire : ECO-G (Maroc).

Le partenariat de coopération décentralisée entre les régions PACA et Tanger-Tétouan s'est matérialisé par la signature d'un accord cadre le 15 mai 2000.

L'accompagnement de l'IRAM, au travers de son assistance technique permanente se concentre sur (i) Un appui institutionnel auprès de la collectivité régionale Tanger-Tétouan, fondé sur le renforcement des compétences des élus et des cadres territoriaux; (ii) L'aménagement du-

territoire, au travers de l'appui à l'élaboration du Schéma régional d'aménagement du territoire (SRAT), et le projet pilote Parc naturel régional de Bouhachem, première initiative de la sorte au Maroc; (iii) La structuration d'une stratégie régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire. En 2014, les principales avancées ont permis à la Maison de l'économie sociale et solidaire de voir le jour, avec constitution d'une équipe, accueil des porteurs de projets, mise en place d'un observatoire de l'E.S.S... Ces différents résultats tangibles offrent au conseil régional Tanger-Tétouan l'opportunité de se positionner en précurseur en matière de politique régionale d'E.S.S., tout en répondant aux orientations de la politique nationale en la matière (pilotée par le ministère de l'Artisanat et de l'Économie sociale et solidaire).

Programme de coopération décentralisée Picardie-Konni-Malbaza-Madaoua. Niger. 2007-2015. Maîtrise d'ouvrage : 12 communes des régions de Konni, Malbaza et Madaoua (Niger) et conseil régional de Picardie (France). Financement : conseil régional de Picardie. Montant global du projet : 5 500 k€. Partenaires : CIEDEL (France), RAIL (Niger).

Le groupement IRAM-RAIL CIEDEL est chargé d'accompagner la mise en œuvre du programme de coopération décentralisée entre la région Picardie et les 12 communes des départements de Konni, Madaoua et Malbaza dans la Région de Tahoua au Niger.

Outre, l'appui à l'animation territoriale et au renforcement des compétences des 12 collectivités, le programme s'articule autour de 2 fonds, un relatif au développement local qui finance notamment des infrastructures socio-économiques de base et qui a vocation à améliorer les capacités de maîtrise d'ouvrage communale et intercommunale, un autre entièrement dédié à la gestion durable des ressources naturelles. Depuis 2012, les 12 communes se sont regroupées dans une structure intercommunale (l'APIMAK) qui est accompagnée au travers d'un appui-conseil permanent.

Le groupement est en charge de l'animation du dispositif politique (concertation entre les communes nigériennes et entre elles et la région Picardie) pour la définition et le suivi du partenariat, l'accompagnement des activités d'un point de vue technique ainsi que l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du dispositif d'appui financier. Les contraintes sécuritaires au Niger rendent depuis deux ans le travail difficile puisqu'elles limitent drastiquement les déplacements sur le terrain lors des missions d'appui. L'année 2014 a principalement été focalisée sur l'appui à la montée en compétences de l'APIMAK en vue de son autonomisation prochaine, en

plus des activités régulières d'accompagnement aux différents acteurs du développement local.

Mise en œuvre de la composante 3 « finances locales » du programme décentralisation et développement communal (P.D.D.C). Burkina Faso. 2010-2015. Maîtrise d'ouvrage : ministère de l'Économie et des Finances (Burkina Faso). Financement : G.I.Z. Montant global du projet : 1 620 k€. Partenaire : ECO Consulting Group (Allemagne) et A.M.D. (Burkina Faso).

Le groupement ECO-IRAM-A.M.D. assure la mise en œuvre de la composante du P.D.D.C consacrée à l'amélioration de la gestion des finances locales. Cette composante accompagne 19 communes des régions Est et Sud-Ouest du pays ainsi que les acteurs nationaux et régionaux des administrations des finances : formation au cycle de dépenses, programmation budgétaires, amélioration des ressources propres, budget participatif.

Suite au renversement de Blaise Compaoré et la mise en place d'un gouvernement de transition, les conseils municipaux et régionaux ont été dissous et ont été remplacés par des délégations spéciales présidées par le préfet de département et composées du secrétaire général de la collectivité ainsi que du responsable des services financiers, des responsables des services techniques déconcentrés, des représentants d'organisations de la société civile et des autorités religieuses et coutumières.

Les activités de la composante 3 ciblant surtout le secrétaire général et les responsables financiers, il a été décidé de poursuivre ses activités pendant la transition. Les actions de renforcement des élus reprendront à la prochaine mandature.

Programme de formation des acteurs de la décentralisation. Mauritanie. 2012-2015. Maîtrise d'ouvrage : ministère de la Décentralisation (Mauritanie). Financement : G.I.Z. Montant global du projet : 3 000 k€. Partenaires : ECO Consulting Group (Allemagne), ECO-G (Maroc).

Le programme mené en partenariat par l'IRAM et ECO vise à renforcer la capacité des élus communaux et des agents de l'Administration communale (les responsables administratifs et les trésoriers), pour que ceux-ci puissent mettre à profit les opportunités qui s'ouvrent dans le cadre de la décentralisation pour accroître leur participation politique et améliorer les services publics locaux. Depuis le début du projet, 14 « référentiels métiers », le même nombre de « référentiels compétences » et 67 modules de formation ont été élaborés. Plus spécifiquement en 2014, les sessions de formation ont continué à être dispensées (38 formations de 2 à 5 jours auprès de groupes allant de 13 à 35 participants), un plan global de formation des élus communaux a été construit. Par ailleurs, le projet travaille à accompagner les institutions et ministères mauritaniens concernés à la création d'un centre national de formation à la décentralisation.

Projet de Promotion de la bonne gouvernance locale (ProDeG-Togo). Togo. Juin 2013-octobre 2014. Maîtrise d'ouvrage : ministère de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du territoire. Financement : G.I.Z. Montant global du projet : 550 k€. Partenaire : ECO-Consulting (Allemagne).

L'IRAM en partenariat avec ECO-Consulting est opérateur d'une composante du ProDeG, en charge de la planification du développement à l'échelle de la préfecture de Tchaoudjo et de l'appui à la gouvernance financière no-

tamment par l'établissement d'un recensement des contribuables dans 3 villes secondaires : Palimé, Tsévié, Sokodé. La première phase du projet, de 14 mois, s'est terminée en octobre 2014. Outre le suivi global du projet, l'appui spécifique de l'IRAM visait à définir une méthodologie de planification préfectorale et d'en accompagner la mise en œuvre. La coopération allemande a décidé de prolonger cette composante pour deux années supplémentaires, afin d'enraciner plus fermement les premiers acquis sur les finances communales.

Projet « Appui au renforcement des capacités des autorités locales et des organisations de la société civile dans les pôles de développement de Sibut, Bambari, Kaga-Bandoro et Batangafo ». Centrafrique. 2012-2015. Maîtrise d'ouvrage : ministère délégué à la Présidence de la République chargé des pôles de développement. Financement : U.E. Montant global du projet : 2 999 k€. Partenaire : O.N.G. Échelle (Centrafrique).

Le projet vise à contribuer au développement durable de la République centrafricaine (R.C.A.) par l'amélioration des conditions de vie de la population et la participation active des acteurs du développement. L'objectif spécifique consiste à renforcer la capacité des organisations de la société civile et des autorités locales des pôles de développement (P.D.D.) de Sibut, Bambari, Kaga-Bandoro et Batangafo à s'investir de manière concertée dans le développement économique et social des communes et des régions concernées.

Trois axes d'intervention participent de cet objectif: (i) Le renforcement des capacités institutionnelles des O.S.C. et autorités locales dans leur organisation, fonctionnement, identification, programmation et gestion des activités dans les P.D.D.; (ii) L'accompagnement des O.S.C. et autorités lo-

cales pour contribuer à la relance des activités économiques et à la restauration des services sociaux de base dans les P.D.D.; (iii) La structuration d'un partenariat entre les acteurs du développement (O.S.C. et AL) afin de renforcer la gouvernance, la coordination et le suivi des activités dans les P.D.D.

En raison des troubles politico-militaires qui ont touché

Appui-Conseil – Évaluation

Évaluation du Programme de valorisation des initiatives de croissance régionale équitable (VAINCRE). Mauritanie. Février-mai 2014. Financement : A.F.D. Partenaire : BICQ (Mauritanie).

L'objectif de la mission était d'évaluer le programme de Valorisation des initiatives de croissance régionale équitable (VAINCRE), lequel a pour finalité de contribuer à une amélioration des conditions de vie des populations grâce à des communes impulsant le développement local à l'échelle de leurs territoires dans le respect des règles de bonne gouvernance. Les recommandations de l'évaluation ont porté sur : (i) la pertinence d'une extension, dans le temps et/ou l'espace, de ce type d'appui à la décentralisation et au développement local, sous quelles conditions et selon quelles modalités institutionnelles et pratiques; (ii) la contribution du Programme au développement économique des territoires ruraux, et des propositions pour approfondir cet axe.

Évaluation à mi-parcours « Projet d'appui à la décentralisation dans la région de Koulikoro - Phase 2 ». Mali. Février 2014. Financement : C.T.B. (Belgique).

L'objectif global du projet est de consolider le processus

la RCA à partir de la fin de 2012, ce projet a été suspendu en juin 2013 sans avoir réellement démarré. Il a repris officiellement en octobre 2014. Une équipe d'assistance technique a été mise en place par l'IRAM en fin 2014. Une des principales tâches, à son redémarrage, est de revoir la stratégie du projet au regard des évolutions du contexte.

de décentralisation et de bonne gouvernance pour contribuer au développement socio-économique durable des populations de la Région de Koulikoro. Spécifiquement, il est attendu du projet que les missions des collectivités territoriales et des services de l'État pour le développement territorial et la fourniture de services utiles et durables aux populations soient efficacement assurées. L'originalité du projet est qu'il s'adresse à tous les acteurs de la décentralisation de la région : collectivités territoriales (Conseil régional, cercles, communes), services de tutelle (gouvernorat de Koulikoro, préfets), d'appui-conseil (sous-préfets, services déconcentrés de l'État), ainsi que des acteurs économiques régionaux. Des fonds d'accompagnement gérés par le Conseil régional d'une part, et le Gouvernorat d'autre part, ont été mis en place pour permettre aux acteurs publics de réaliser leurs missions (fonctionnement, prestations d'accompagnement) et de mettre en place, sous maîtrise d'ouvrage des collectivités, des investissements à vocation économique. La mission d'évaluation, outre l'analyse des résultats du projet, a également proposé des voies d'amélioration de l'impact du projet et tracé les perspectives pour une phase suivante, visant au renforcement des acquis enregistrés.

Faisabilité du programme d'appui au développement économique des territoires ruraux de la région de Ségou et de Tombouctou. Mali. Août-novembre 2014. Financement : A.F.D. Partenaires : I.I.E.D. (Grande-Bretagne), A.V.S.F. (France) et I.D.L. (Mali).

L'étude de faisabilité s'inscrivait dans la préoccupation du développement économique régional, et de l'appui à la régionalisation au sortir de la crise malienne. En accord avec les différents acteurs rencontrés, deux principales composantes ont été identifiées : (i) appui à la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales; et (ii) appui au pilotage des politiques publiques (chartre pastorale, déve-

loppement économique local et régional, réforme foncière). La faisabilité fait ressortir la perspective de divers aménagements (d'appui à la production, à la transformation et au commerce des produits agro pastoraux), de l'accompagnement des organisations de producteurs et du secteur privé, ainsi que celui des collectivités territoriales régionales et communales. Par ailleurs, un appui institutionnel est prévu au niveau central afin d'influer sur les débats autour du foncier et de la mobilité pastorale. Enfin, une approche spécifique est prévue pour la région de Tombouctou et le Nord de la région de Ségou, visant à renforcer la cohésion sociale et les concertations inter communautaires.

Guinée



Les prix agricoles fluctuants sur les marchés internationaux et la libéralisation de grandes filières fait ressortir plus que jamais la nécessité de structuration et de professionnalisation des filières agro-alimentaires dans les pays du Sud. Dans ce contexte de retrait de l'État et de démantèlement des grandes filières, les producteurs peuvent en effet sembler abandonnés avec peu de solutions alternatives. Le renforcement de l'insertion des agricultures familiales du Sud dans le marché nécessite, d'une part, des politiques plus favorables à la promotion du monde rural et la réduction de la pauvreté et, d'autre part, l'élaboration et la mise en place de référentiels techniques et économiques adaptés (chaîne de valeur). Cela nécessite également des actions au niveau intermédiaire pour que les filières ne soient plus déconnectées de leurs territoires d'origine. Les

articulations entre filières et territoires ou filière et développement local permettant une meilleure maîtrise des filières et de leurs territoires par les producteurs doivent être renforcées. Pour favoriser un développement efficace et durable, les interrelations entre les différents opérateurs présents sur un territoire : les micro-entreprises, les organisations paysannes, les collectivités locales, les opérateurs externes (O.N.G., multinationales, sociétés minières, etc.) doivent être facilitées. Les interventions de l'IRAM, en 2014, concernent dans ce cadre l'appui à la structuration de filières anciennes mais peu structurées et couvrant de vastes territoires ou la promotion de filières courtes sur des territoires plus restreints valorisant de nouvelles opportunités économiques.

Projets de développement

Projet d'appui à la commercialisation du riz cambodgien.

Cambodge. 2013-2015. Maîtrise d'ouvrage : *Supreme National Economic Council* (S.N.E.C). Financement : A.F.D. Montant global du projet : 3 500 k€. Partenaire : NIRAS (Danemark).

Le projet vient en appui à la mise en œuvre de la politique nationale de développement de la production et des exportations de riz du Cambodge. Il s'articule en 5 composantes : (i) développement de l'organisation de la filière rizicole, (ii) amélioration de la qualité et de la reconnaissance de la qualité du riz cambodgien sur les marchés internationaux, (iii) renforcement de l'implication des organisations de producteurs dans la commercialisation du paddy, (iv) mise à niveau de la Banque de développement rural, (v) gestion et coordination du projet.

L'IRAM, à travers son assistant technique auprès du projet, appuie la coordination et la gestion générale du projet, la coordination avec les autres interventions des acteurs du développement dans le secteur, et assure un appui technique pour la mise en œuvre des différentes composantes du projet.

Il s'agit également de valoriser la qualité et promouvoir le riz à l'export. Pour se faire, des exportateurs de riz cambodgien étaient présents au Salon de l'Industrie Agroalimentaire de Paris, le projet a organisé le festival du riz cambodgien, qui a récompensé pour la 3^e année consécutive le riz cambodgien meilleur riz du monde, titre partagé avec le riz thaïlandais.

Le projet appuie également le renforcement des organisations de producteurs dans la commercialisation du paddy. À ce titre, 15 accords d'agriculture ont été signés entre

des organisations professionnelles et 4 riziers-exportateurs pour un contrat de 2 500 tonnes, une certification bio est en cours, et des actions de commercialisation groupée sur des volumes de plus de 4 000 tonnes sont organisées.

Le projet appuie également l'amélioration de la réglementation et des politiques et a favorisé, suite aux recommandations de l'assistant technique, la réforme de la Banque de développement rural.

Assistance technique pour la mise en œuvre des projets d'appui à la structuration de la filière gomme arabique.

Tchad. 2014-2017. Maîtrise d'ouvrage : S.O.S. Sahel International Tchad. Montant global du projet : 286 k€. Financement : A.F.D.

Soudan. 2014-2017. Maîtrise d'ouvrage : *Forest National Corporation* (F.N.C.). Montant global du projet : 286 k€. Financement : A.F.D. Partenaire : RONGEAD (France).

Le Programme de renforcement des capacités commerciales (P.R.C.C.) vise à appuyer le développement des micro-entreprises, T.P.E. et P.M.E. pour soutenir le développement via le commerce. Dans ce cadre l'A.F.D. soutient deux projets d'appui à la structuration de la filière gomme arabique, l'un au Tchad, l'autre au Soudan.

D'une durée de 3 ans, les projets ont pour finalité de contribuer à réduire la pauvreté et protéger l'environnement en renforçant la filière gomme et en développant ses opportunités commerciales. Son objectif est de mettre en place au niveau régional des activités pilotes pour favoriser le dialogue autour des questions de qualité, de traçabilité, de répartition de la valeur, de préservation de la ressource et de financement de la filière et favoriser un meilleur positionnement commercial des acteurs de la filière tant au niveau local qu'international.

L'IRAM, dans les deux pays, fournit une assistance technique sous forme d'une série de missions d'appui à travers une équipe pluridisciplinaire.

Programme d'appui à l'agro-sylviculture autour d'Antananarivo. Madagascar. 2014-2018. Maîtrise d'ouvrage : IRAM. Financement : U.E. Montant global du projet : 1 679 k€. Partenaires : ECO-Consulting (Allemagne), BEST (Madagascar).

L'objectif global du programme est de contribuer durablement à la lutte contre la pauvreté à Madagascar et à la préservation de l'environnement naturel. Son objectif spécifique est d'améliorer les revenus des producteurs autour d'Antananarivo et l'accès des populations à un marché sécurisé de produits agricoles et de bois énergie. Pour se faire, le programme vise à faciliter l'organisation et la structuration de 6 filières jugées stratégique et porteuses autour de la ville d'Antananarivo : maraîchage, arboriculture fruitière, poulet fermier, lait, pisciculture et bois-énergie. L'unité de gestion du programme a été mise en place depuis fin Août 2014. L'IRAM fournit 2 assistants techniques résidentiels pour le suivi, la coordination et l'appui à la mise en œuvre du programme ainsi que de l'expertise court-terme sur différentes thématiques liées aux filières et sur la mise en place du dispositif de suivi-évaluation.



Action d'appui aux acteurs de la filière bovine dans le Ouaddaï. Tchad. 2014-2016. Maîtrise d'ouvrage : IRAM. Financement U.E. Montant global du projet : 457 k€. Partenaires : INADES Formation (Tchad), FRAPO (Tchad).

Les actions envisagées visent à renforcer les capacités

des acteurs de la filière bovine à travers une fédération d'organisations d'éleveurs, la FRAPO, et à réaliser des équipements et aménagements favorisant le développement économique de la filière dans la région du Ouaddaï, à l'Est du Tchad. En 2014, les activités ont principalement concerné la réalisation d'un diagnostic de la filière dans la région qui va permettre d'élaborer un plan d'action et une liste d'infrastructures prioritaires à réaliser.

Café Ziama-Macenta : Appuyer le développement durable, la certification équitable et l'export de café. Guinée. 2014-2015. Maîtrise d'ouvrage : coopérative WOKO. Montant global du projet : 40 k€. Financement : fondation Rio Tinto.

Il s'agit pour l'IRAM d'appuyer la Maison guinéenne des entrepreneurs (M.G.E.) dans son accompagnement à la coopérative WOKO et à l'interprofession café pour la certification équitable et l'export du café Ziama-Macenta, première indication géographique (I.G.) d'Afrique de l'Ouest. L'appui de l'IRAM concerne la gestion de projet, la contractualisation entre coopérative et acheteur, l'accès aux préfinancements.



Projet NARIINDU – Approvisionner durablement Niamey en lait local par les petits éleveurs. Niger. 2012-2015. Maîtrise d'ouvrage : Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN). Financement: A.F.D.- FISONG (France), C.F.S.I. (France), IRAM. Montant global du projet: 480 k€. Partenaires : Karkara (Niger), V.S.F. (Belgique), AREN (Niger), réseau Bilital Maroobé (Burkina-Faso).

Ce projet fait suite au programme de sécurisation de l'élevage et de l'agriculture périurbain (PSEAU) dont l'IRAM

avait été l'opérateur de 2006 à 2008. Démarré en 2012 et mis en œuvre par le groupement IRAM-Karkara-V.S.F.-Belgique-AREN-Bilital Maroobé, il vise l'amélioration de l'approvisionnement en lait local des quartiers situés en périphérie de Niamey, à partir de la production des petits éleveurs périurbains. Il appuie la collecte, le contrôle de la qualité et la commercialisation du lait local grâce à un dispositif innovant de centres de collecte multiservices contrôlés par les éleveurs locaux. Un projet complémentaire a démarré visant à appuyer le partenariat entre les centres de collecte et la laiterie Solani située à Niamey pour la mise en place d'une ligne de produits réalisés à 100% à partir de lait local.



Projet ALTERRE – Agrocarburants locaux, territoires ruraux et énergie. Mali. 2009-2013. Maîtrise d'ouvrage : IRAM et GERES (France). Financement : U.E., F.F.E.M., TATE (France). Montant global du projet : 2 400 k€. Partenaire : AMEDD (Mali).

Le projet ALTERRE est un projet pilote visant à définir les conditions de viabilité et de pérennité d'une filière agrocarburant en approvisionnement paysan. Il s'agit d'une filière de proximité associant producteurs, extracteurs et utilisateurs dans quatre communes de la région de Sikasso, pour la production locale de carburant à base d'huile végétale pure de *Jatropha curcas*, l'accès des habitants à des services de proximité alimentés en huile végétale (mécanisation d'activités agricoles, recharge batterie) ou à l'électrification rurale. L'IRAM apporte un appui méthodologique et une expertise en matière de suivi-évaluation, de capitalisation, de mise en place et d'accompagnement des entreprises rurales, d'analyse des besoins en

financement de la filière ou de mise en place, avec les collectivités locales, de cadres de planification territoriale.

Après quelques années orientées sur les enjeux agronomiques et techniques, l'année 2014 a été marquée par le démarrage de la capitalisation sur les aspects techniques (rendements des plantations, résultats agronomiques) et économiques (motivation des producteurs, revenus) à partir d'études de cas et d'analyse des données du suivi.

Projet JatroREF – Des référentiels pour des filières agro-carburants durables en Afrique de l'Ouest. Afrique de l'Ouest. Maîtrise d'ouvrage : IRAM et GERES (France). Financement : U.E., F.F.E.M., TATE (France), fondation Albert II de Monaco, ADEME (France), fondation néerlandaise F.D.O., C.F.S.I. (France), fondation Veolia (France). Montant global du projet : 5 660 k€. Partenaires : ANADEB (Mali), AMEDD (Mali), D.G.E. (Bénin) et CeRPA Zou-Colines (Bénin).

L'IRAM, en partenariat avec le GERES, met en œuvre et anime le projet JatroREF qui a pour objectif la construction de référentiels permettant de caractériser la viabilité socio-économique et la durabilité environnementale des filières paysannes de production d'agrocultures à base de jatropha en Afrique de l'Ouest. JatroREF est articulé autour de trois composantes distinctes : (i) actions-pilotes au Mali (IRAM-GERES – voir ci-dessus, projet ALTERRE) et Bénin (GERES); (ii) partage d'expériences (IRAM-GERES) et (iii) diffusion et mise en débat (IRAM-GERES). Les thèmes prioritaires pour le réseau ont été déterminés par ses membres : potentiel agronomique du jatropha, jatropha et agriculture familiale, extraction de l'huile, utilisation dans les moteurs, filières et finance carbone. Chacun de ces thèmes fait l'objet d'un groupe de travail spécifique,

avec un animateur de l'IRAM ou du GERES.

Au cours de l'année 2014, plusieurs ateliers ont été engagés, ainsi que plusieurs études importantes qui ont porté sur : (i) la place des producteurs dans les filières jatropha au Mali et au Burkina Faso; (ii) les filières jatropha en Afrique de l'Ouest. Cette étude a donné lieu à un atelier de restitution débat qui s'est tenu à Bamako en juin 2014. (iii) les politiques et programmes bioénergie en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Des bulletins de veilles ont été envoyés régulièrement et plusieurs notes et études ont été diffusées, parmi lesquelles on peut citer : des notes techniques sur le tourteau de jatropha et les maladies et ravageurs, une note sur l'intégration du jatropha dans les exploitations agricoles et une note de conclusions de l'atelier sur les filières jatropha.

Les informations sur le projet sont disponibles via le site internet www.jatroref.org

Mali



Appui-Conseil – Évaluation

Identification des possibilités d'appui aux filières de commercialisation porteuses. Sénégal. Octobre 2013-juillet 2014. Financement : U.E. Partenaires : IPAR (Sénégal).

Dans le cadre de la programmation du 11^e FED de l'Union européenne, menée en dialogue avec le ministère de l'Économie et des Finances du Sénégal, l'objectif de cette étude est de formuler les stratégies et interventions pour le développement de filières dites « porteuses ». Il s'agissait d'opérer un choix de filières ayant un potentiel de croissance, de génération d'emploi et de réduction de la pauvreté, à la suite d'un diagnostic préliminaire d'une gamme large (céréales, horticulture, agroalimentaire). Dans un second temps, il s'agissait de proposer un cadre d'action et une stratégie d'intervention pour les filières les plus prometteuses, défini à partir d'une analyse approfondie de leurs caractéristiques d'organisation et de fonctionnement, leurs performances, leurs atouts et contraintes. L'atelier de restitution s'est tenu à Dakar en juillet 2014.

Étude exploratoire pour la valorisation économique de la biodiversité et des filières plantes aromatiques-médicinales. Madagascar. Février-mai 2014. Financement : Phytotrade Africa.

Cette étude avait pour objectif la mise en place d'un projet d'appui aux opérateurs des chaînes de valeur pour une valorisation économique durable de la biodiversité à Madagascar. L'étude portait sur un état des lieux du secteur Bio-commerce : politique nationale en matière de valorisation économique de la biodiversité, cartographie des institutions, des entreprises et organisations de la société civile engagées dans la collecte, la transformation et la commercialisation des plantes sauvages (aromatiques et médicinales)

L'objectif du projet serait d'appuyer la mise en place de filières mettant en lien les communautés locales et les entreprises internationales des secteurs dermo-cosmétiques, alimentaires et pharmaceutiques et selon des principes de durabilité environnementale et socioéconomique, et de respect de l'accès et le partage des avantages (Convention de Nagoya).

Évaluation finale du projet FRICH 2 « Delivering export quality coffee at scale in eastern DRC ». République démocratique du Congo. Juillet 2014. Financement : Twin, D.F.I.D.

Outre les activités classiques de l'évaluation visant entre autres à analyser les résultats du projet, sa pertinence et sa viabilité, cette étude a permis de mener une réflexion sur les limites de l'approche purement « filière » et la nécessité d'ouvrir davantage le dialogue territorial entre acteurs de la filière café (différentes coopératives actives, transporteurs, usines de traitement du café) et avec les autorités locales et les autres acteurs économiques et du territoire, ce malgré un contexte objectivement peu favorable (très forte corruption, tensions inter-communautaires, présence militaire, etc.).

Accompagnement à la structuration d'une filière thé équitable (Shan Tuyet) dans la province de Yen Bai. Viêt-Nam. Novembre 2013-juillet 2014. Financement : conseil général du Val-de-Marne (France). Partenaires : RUDEC, CIRAD (France).

La coopération entre le Val-de-Marne et la province de Yen Bai s'est en 2010 réorientée pour intégrer un appui à la filière thé. Ce choix est dicté par l'importance de la théiculture dans la province de Yen Bai, et la priorité stratégique au Viêt Nam d'une redynamisation de cette

filrière, dont une part importante de l'outil de production est obsolète, et pour laquelle les débouchés sont trop peu rémunérateurs. L'appui de l'IRAM comprend une phase de diagnostic préalable et une faisabilité complète pour un projet ultérieur d'ampleur pluriannuel visant à favoriser un développement de la filière plus inclusif, en particulier l'émergence d'une commercialisation équitable comme défini dans les objectifs de la coopération Val-de-Marne – Yen Bai.

Formulation du programme d'appui aux filières agro-pastorales dans la région de Sikasso. Mali. Décembre 2014. Financement : D.D.C. Partenaire : Lux-Development (Luxembourg).

L'étude a permis de formuler un programme de 4 ans qui aura pour objectif global d'améliorer la compétitivité des filières agro-pastorales (lait et pomme de terre) et du secteur privé. Quatre principaux résultats seront attendus du programme : (i) Une pacification des relations entre éleveurs transhumants et agro-pasteurs sédentaires à travers une gestion concertée des terroirs et l'intégration économique des filières agricoles et pastorales; (ii) Une intensification agricole dans des bas-fonds aménagés et pastorale dans les zones péri-urbaines de Koutiala, Bougouni et Sikasso à travers le soutien à l'enclosure, aux filières aliment-bétail, aux groupements semenciers et aux coopératives de producteurs-éleveurs; (iii) Le développement des entreprises agro-alimentaires et des marchés dans les centres urbains et au niveau sous régional à travers l'émergence d'une ingénierie de conseil public et privée, le soutien aux innovations techniques et économiques et le développement des capacités des interprofessions, (iv) Le développement de nouveaux services publics afin de soutenir un

partenariat public-privé en faveur des filières agro-pastorales et du secteur privé.

Évaluation externe *Rural Integrated Community Development Programs 2011-2013* et appui à Caritas pour la reformulation du projet 2015. Cambodge. Mars 2014. Financement : A.F.D., Caritas.

Cette évaluation finale couvrait 3 projets mis en œuvre par Caritas sur financement A.F.D., dans les 3 provinces de Kandal, Kompong Thom, Siem Reap. L'évaluation a fait des recommandations précises à Caritas sur la conception d'un futur projet.

À la suite, un appui méthodologique a permis de formuler et valider avec les équipes de Caritas un projet détaillé, qui devrait démarrer en 2015, et de proposer des évolutions à l'O.N.G. vers des projets plus structurants pour les bénéficiaires (lien au marché, renforcement des capacités).

Quelle place pour les normes privées de durabilité dans les échanges commerciaux? Opportunités, menaces et leviers d'action pour la France. Global. Décembre 2013-novembre 2014. Financement : MAAF. Partenaires : CIRAD, INRA (France), REDD (Suisse).

Le ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) a souhaité approfondir sa connaissance des normes privées de durabilité, qui prennent une place croissante dans les échanges mondiaux de produits agricoles et agroalimentaires : qui sont les acteurs en présence, les produits et les volumes concernés, quels sont les enjeux pour la France? Cette étude a visé à améliorer la connaissance des intérêts, des limites et des marges de manœuvre liés au développement des normes privées de durabilité dans les échanges commerciaux internationaux,

afin de formuler en conséquence des recommandations stratégiques pour la France et le ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt. Elle a donné lieu à une revue bibliographique de plus de 200 pages. Des actions de diffusion sont prévues en 2015 : présentation publique au MAAF et à l'O.C.D.E. ainsi que la production d'un résumé de 4 pages par le MAAF.

Évaluation finale du projet Nhot Ou. Laos. 2014. Financement : U.E. et Oxfam Hong Kong.

Ce projet mis en œuvre par le Comité français pour le Laos (C.C.L.) vise à améliorer la sécurité alimentaire des minorités ethniques très isolées d'une province du Nord du Laos, à travers : la sensibilisation aux bonnes pratiques de nutrition et d'hygiène, la construction de systèmes d'assainissement, la sensibilisation aux questions de genre et la réduction de la charge de travail des femmes. Le projet prévoyait également d'appuyer le démarrage d'activités agricoles destinées à la consommation familiale (jardins maraîchers et fruitiers, étangs piscicoles, construction ou réhabilitation de rizières), la gestion des ressources naturelles, le démarrage d'activités agricoles commerciales (thé, cardamome) et la formation de groupes pour la commercialisation des produits.

Capitalisation-recherche

Appui à la conduite d'un atelier participatif de réflexion sur les bonnes pratiques d'irrigation dans le Nord du Mali. Mali. Février-mars 2014. Financement : Handicap international.

L'atelier a permis d'échanger sur des pratiques alter-

Étude de faisabilité sur l'agriculture contractuelle dans le cadre du projet d'appui au plan d'investissement du groupe Akay. Cambodge. Octobre-novembre 2014. Financement : Akay, A.F.D. Partenaire : G.L.G. (France).

Cette étude de faisabilité de la composante agriculture sous contrat dans le district de Samlot, province de Battambang au Cambodge, s'inscrit dans un processus d'instruction de prêt de l'A.F.D. à Akay Cambodia. Cette entreprise indienne, leader dans la production d'oléorésines à partir d'épices, souhaite démarrer des activités de production sous contrat de curcuma au Cambodge. L'objectif du projet est de développer cette culture chez 1500 producteurs, pour une production globale de 15 000 tonnes par an qui sera transformée au Cambodge et exportée en Inde, en Europe et aux États-Unis. L'étude a recommandé la mise en place d'un appui technique aux producteurs, l'inclusion d'une composante R&D permettant de tester différents itinéraires techniques et niveaux de fertilisation, un appui à la structuration des producteurs pour la pré-transformation du curcuma.

natives d'irrigation moins dépendantes des énergies fossiles, renforçant la résilience des exploitations familiales et contribuant au respect de l'environnement. Un site internet a été élaboré : www.irrigation-nord-mali.org

Zoom

Appui à l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (I.A.M.M.) pour réaliser un travail de capitalisation sur les acquis du projet «Appui aux dynamiques de développement des territoires ruraux méditerranéens», préparer et organiser un séminaire international sur le développement des territoires ruraux en Méditerranée en décembre 2014. Financement : I.A.M.M., A.F.D.

Le projet A.2D.T.R.M. «Appui aux dynamiques de développement des territoires ruraux méditerranéens», a abordé les espaces ruraux du bassin méditerranéen sous l'angle de l'innovation, dans un contexte marqué par le renforcement des contraintes (climatiques, hydriques, foncières, démographiques...), de nombreuses transitions (politiques, économiques, sociales) et de fortes tensions (spatiales, migratoires, sécuritaires). Le projet avait pour objectif d'identifier des actions innovantes en matière de développement des territoires ruraux dans 3 pays : l'Égypte, le Maroc et la Tunisie, afin d'en analyser les dy-

namiques et d'alimenter les politiques publiques visant le développement des territoires ruraux. Le projet s'est attaché à comprendre et documenter les outils et mécanismes de décision que les acteurs institutionnels, économiques et sociaux mobilisent dans le cadre d'initiatives de développement local. L'IRAM a appuyé l'équipe projet de l'I.A.M. Montpellier dans la capitalisation des acquis du projet ainsi que dans la conception, la préparation et la tenue d'un séminaire international portant sur le développement des territoires ruraux en Méditerranée qui s'est tenu du 9 au 11 décembre 2014. Les cartes du séminaire seront disponibles en 2015.

Les informations sur le séminaire sont disponibles via le site internet <https://a2dtrm.iamm.fr/index.php/seminaire/programme-et-presentation>



Formation

Chaire UNESCO DEBATS, Master « Développement durable, biodiversité et aménagement des territoires – DEBATS ». Paris.

Intervention au sein du master sur les filières agrocultivables en Afrique de l'Ouest.

Participation à la formation sur le développement local dans le cadre d'ENPARD, Le Caire.

Dans le cadre de la politique européenne du voisinage

renouvelée, la Commission européenne met en œuvre une nouvelle initiative qui se propose d'accompagner le développement rural des pays méditerranéens. Il s'agit du Programme européen de voisinage pour l'agriculture et le développement rural (*European Neighbourhood Programme for Agriculture and Rural Development – ENPARD*), pour une durée de 30 mois à partir de janvier 2012. L'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (CIHEAM - I.A.M.M.) pilote cette initiative.

La première étape ENPARD pour les pays du voisi-

nage Sud s'est concentrée sur 4 pays : le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie, puis le Liban a rejoint l'initiative.

C'est dans le cadre de ce projet, et à la demande du ministère de l'agriculture égyptien que l'IRAM a assuré différentes sessions de formation (en janvier 2014 et en avril 2014) à l'endroit de cadres du ministère de l'agriculture désirant être formés pour être plus efficaces dans le montage et le suivi de projets et programmes et d'agents de développement issus des gouvernorats pour ce qui est des problématiques liées au développement local, à la planifica-

tion et au suivi des projets locaux.

Institut des régions chaudes (I.R.C.) SupAgro, Master «Marchés organisations qualité services – MOQUAS», Montpellier.

Conception et animation d'un module de formation sur le « Suivi-évaluation de projet de développement local ». Étude de cas sur des évaluations de projets PAFIB – Tchad, FCGBV – Tunisie, ESOP – Togo et Bénin.

Tunisie



La problématique de gestion sociale et viable des ressources communes est fortement liée au concept de développement durable et le débat sur le changement climatique a ouvert un nouvel intérêt pour l'environnement après une longue période d'investissements limités dans ce domaine. Rétrospectivement les actions environnementales basées sur une forte responsabilisation des usagers réalisées dans les années 80-90 au Sahel font apparaître un certain nombre d'impacts visibles vingt ans après, tant dans les aménagements que dans les pratiques paysannes. Cependant malgré la résilience des écosystèmes et des sociétés sahéliennes, la pression continue à s'intensifier sur les ressources en lien avec la démographie et les pratiques d'aménagement exclusif des ressources communes demeurent une menace persistante pour la valorisation locale des ressources communes. Il y a aujourd'hui un fort enjeu d'articulation entre gestion locale et gestion par les collectivités locales dont le mandat en matière de G.R.N. est relativement nouveau et qui voient là une source de fiscalité stratégique sans pour autant disposer d'expérience dans ce domaine de la ges-

tion décentralisée et équitable des ressources communes. La réappropriation de la gestion des ressources renouvelables des territoires repose donc sur une articulation entre le renforcement des capacités locales de gestion des ressources (organisations d'usagers, associations locales, collectivités) et l'aménagement du cadre juridique reconnaissant les modalités effectives de transfert de responsabilités aux organisations et institutions locales. L'IRAM capitalise une expérience particulière dans ce domaine grâce à la mise en œuvre de programmes dans la durée depuis 1994 (Tchad, Sénégal, Mauritanie, Burkina Faso, Niger). Au cours de l'année 2014, ces appuis se sont poursuivis, au Niger notamment. Un certain nombre de missions d'expertise court-terme ou d'activités de recherches sur ces thématiques ont été conduits au cours de l'année, particulièrement en Afrique sahélienne. Par ailleurs, une nouvelle intervention innovante de gestion du potentiel énergétique des ressources en eau est en phase de démarrage en Afrique centrale.

Projet de développement

Programme de coopération décentralisée Picardie-Konni-Malbaza-Madaoua. Niger. 2007-2013. Maîtrise d'ouvrage : 12 communes des régions de Konni, Malbaza et Madaoua (Niger) et conseil régional de Picardie (France). Financement : conseil régional de Picardie. Montant global du projet : 5 500 k€. Partenaires : CIEDEL (France), RAIL (Niger).

Le P.K.M.M. dispose d'un volet spécifique « Lutte contre la désertification » qui vise en particulier (i) à renforcer les capacités des élus et des autres parties prenantes pour la pla-

nification raisonnée des actions de gestion des ressources naturelles sur la commune et (ii) à réaliser des investissements sur des sites prioritaires en réponse à des problématiques environnementales identifiées (récupération des terres dégradées, fixation des dunes, lutte contre l'envahissement des mares par des espèces invasives. La mise en œuvre de ce volet s'est poursuivie au cours de l'année et a permis des investissements en matière de récupération de sites dégradés et de rétablissement de la biodiversité dans les mares qui représentent un potentiel non négligeables de revenus et de sécurité alimentaire via la pêche pour les po-

pulations riveraines. L'IRAM appuie techniquement et méthodologiquement ce volet.

Projet d'implantation d'un démonstrateur de picohydroliennes. Congo. 2014-2016. Maîtrise d'ouvrage : ministère de la Recherche et de l'Innovation scientifique et technique. Financement : ministère des Finances – FASEP – Innovation verte (France). Montant global du projet : 575 k€. Partenaires : Ecocinetic (France), GCADM (Congo).

Le projet vise à développer l'accès aux services énergétiques de la population du village de Moulenda, situé sur un affluent du fleuve Congo, à 130 km de Brazzaville, au travers de l'installation de petites hydroliennes conçues par Ecocinetic. Défini comme une phase-test, le démonstrateur de Moulenda doit permettre de suivre et d'évaluer les performances techniques, économiques, sociales et environnementales des hydroliennes avec les partenaires lo-

caux afin d'en démontrer l'efficacité et de définir les modalités d'appropriation locales (maintenance, organisation du service et de son financement). En offrant une solution d'accès à l'énergie pour les zones rurales enclavées et en s'inscrivant dans les priorités et les politiques publiques de l'électrification rurale, le projet doit permettre de diffuser la solution testée (contact avec bénéficiaires, opérateurs et financeurs potentiels) afin de répondre aux enjeux du développement durable en Afrique subsaharienne. L'IRAM est en charge de la gestion du projet, donne un appui spécifique sur les questions d'analyse économique et sociale et de relations institutionnelles avec les Autorités nationales. Par ailleurs, l'IRAM a animé la première réunion du club de suivi des entreprises du Fonds d'appui au secteur privé (FASEP – Innovation verte) du projet au ministère des Finances à Paris, en novembre 2014.

Appui-Conseil – Évaluation

Appui méthodologique à la *Global Water Initiative* (G.W.I.). Burkina Faso, Mali, Sénégal. Octobre 2013-Septembre 2014. Financement : Fondation Howard G. Buffet (États-Unis).

Le programme *Global Water Initiative* (G.W.I.), mis en œuvre par l'Union internationale pour la conservation de la nature (U.I.C.N.) et par l'Institut international pour l'environnement et le développement (I.I.E.D.), cherche à relever le défi que représente une utilisation agricole de l'eau efficace et équitable, qui permette aux paysans d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur résilience aux aléas — notamment climatiques. Les pays ouest-africains envisagent la construction de nouveaux grands barrages

afin de satisfaire leurs besoins en énergie et en eau, et de promouvoir la sécurité alimentaire, dans un contexte d'incertitude lié au changement climatique. Or, les barrages existant dans la sous-région présentent souvent des productions faibles, dues en particulier à une sous-utilisation du potentiel irrigable, à de faibles rendements et à une utilisation de l'eau peu efficace. Dans ces conditions, il apparaît nécessaire, comme le recommande la CEDEAO dans ses lignes directrices pour le développement d'infrastructures hydrauliques durables en Afrique de l'Ouest, d'évaluer et d'optimiser la rentabilité des grands ouvrages hydrauliques en Afrique de



l'Ouest. Au sein du programme G.W.I., l'IRAM a pris part à l'analyse de la capacité de quelques grands barrages à produire des aliments à des prix compétitifs et à garantir des revenus satisfaisants aux producteurs, tout en présentant une rentabilité économique qui justifie les hauts niveaux d'investissement public nécessaires.

Formation des formateurs et appui à l'intégration de la gestion décentralisée des ressources naturelles dans le programme de formation techniciens en environnement de l'E.N.F.V.A. de Kaédi. Mauritanie. Avril 2014. Financement : G.I.Z. Partenaire : ECO Consulting (Allemagne).

L'appui de l'IRAM a consisté en la finalisation d'un module de formation sur la «compréhension et observation des dynamiques de la végétation en milieu sahélien» destiné à la seconde année des techniciens de l'environnement. Elle a permis d'organiser et de mettre en œuvre ce sous-module au titre de l'apprentissage des formateurs, à destination des 12 élèves de seconde année (techniciens de

l'environnement). L'appui s'est aussi consacré à la construction d'une stratégie de marketing-communication avec l'école de Kaédi pour faire connaître les modules existants dans le domaine de la gestion décentralisée des ressources naturelles à destination des techniciens de l'environnement (formations diplômantes) et des élus et responsables d'associations (formation continue qualifiante).

Évaluation ex-post du projet « Optimisation de l'irrigation dans la vallée du Jourdain ». Jordanie. 2014. Financement : A.F.D. Partenaire : AGRIATE (France).

Ce projet s'est attaqué au problème crucial de la diminution de la ressource en eau dans la vallée du Jourdain et des contraintes rencontrées par les producteurs. Les activités du projet concernaient des appuis à la *Jordan Valley Authority* pour réhabiliter le réseau, puis améliorer son opération et sa maintenance sous pression. Des appuis directs (financiers et techniques) étaient également prévus aux producteurs pour entre autres passer au goutte à goutte.

Capitalisation-Recherche

Capitalisation et valorisation du projet de gestion des territoires de conservation en Afrique de l'Ouest. Bénin, Burkina-Faso, Ghana, Niger, Togo. Octobre-novembre 2014. Financement : F.F.E.M.

Cette capitalisation concernait 7 sites (2 au Burkina Faso, 2 au Ghana, 1 au Niger, 1 au Togo, 1 au Bénin) en périphéries d'aires protégées. L'équipe IRAM est intervenue en appui à des O.N.G. locales qui travaillent de concert avec les communautés et les collectivités pour la gestion et la gouvernance des ressources naturelles au niveau de zones limi-

trophiées des aires protégées, en conciliant préservation des ressources et amélioration des conditions d'existence des communautés via des activités durables (réserves de chasse communautaires, A.G.R. sur la base de l'écotourisme, de la valorisation des produits forestiers non-ligneux tels que le miel, le karité, les graines sauvages, les fruits de baobab, etc.). L'objectif de cette capitalisation était de tirer les enseignements de ces expériences de gestion locale des ressources naturelles dans le contexte de conservation et en tirer des éléments de plaidoyer à destination des décideurs, tant au niveau communal que national.

Appui à la capitalisation des actions de la Fondation internationale du banc d'Arguin (FIBA). Mauritanie, Sénégal. Financement : FIBA.

Cette capitalisation a été réalisée en collaboration avec la FIBA, en tirant les enseignements des méthodes et résultats de la première phase du projet de renforcement des capacités institutionnelles des O.N.G. nationales partenaires de la FIBA pour le développement des aires marines protégées sur le littoral ouest-africain. Un accent particulier a été mis sur la nécessité d'accompagner le renforcement de la gouvernance et de l'organisation interne des O.N.G. en essayant d'impliquer les leaders d'organisation dans la conduite de ces changements.

Formations

Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI), Master «Politiques publiques et développement durable», Clermont-Ferrand.

Organisation et animation d'un module de formation sur « Décentralisation et gestion des ressources naturelles » .

Jordanie



Mali



La question de la formation et de l'intégration en emploi des jeunes constitue à la fois une préoccupation ancienne et un enjeu crucial pour les années à venir, dans les pays du Nord comme du Sud. La complexité et la lenteur des réformes à conduire dans ce secteur ne permettent pas de faire face aux défis actuels notamment à celui du nombre d'entrée sur le marché du travail en lien direct avec l'accroissement démographique. Le passage de la formation à un emploi reste difficile pour un jeune qu'il soit ou non qualifié ou diplômé.

Malgré une urbanisation rapide, l'essentiel de la population africaine sera rurale jusqu'en 2035. Il est donc urgent d'apporter une réponse structurée aux préoccupations et besoins des jeunes ruraux tout en prenant en compte les réalités actuelles de ce milieu et leurs évolutions : pressions foncières accrues, vulnérabilité au changement climatique,

difficultés de plusieurs grandes cultures de rente, etc.

L'IRAM, de par son expérience dans le domaine du développement rural dans les pays du Sud, partage cette préoccupation. Notre expérience en matière de formation et d'insertion est ancienne et ancrée dans nos différents domaines d'intervention que sont notamment l'appui aux organisations professionnelles, la mise en place de dispositifs de microfinance, l'appui à différentes catégories d'acteurs dans le développement social et économique de leur territoire, ainsi que, à une autre échelle, l'appui à la définition des politiques sectorielles agricoles ou de sécurité alimentaire. Cette trajectoire nous amène aujourd'hui à renforcer notre implication dans les réflexions en cours sur l'insertion des jeunes, en apportant notamment notre compréhension des systèmes ruraux concernés.

Cambodge



Appui-Conseil – Évaluation

Étude de faisabilité d'un projet d'appui à la formation professionnelle agricole et industrielle. Guinée. Août 2014.

Financement : A.F.D., C2D. Partenaire : Réseau RAFAR-GUI (Guinée).

L'étude visait à définir les voies d'amélioration du dispositif de la formation professionnelle, dans les domaines agricoles et industriels notamment miniers. Cette étude a permis : (i) l'analyse critique des orientations fixées conjointement entre le Ministère de la formation professionnelle et l'A.F.D. lors de l'identification au vue du contexte, de la politique du gouvernement et des contraintes de la formation professionnelle en Guinée, (ii) la proposition d'une architecture de la future intervention, (iii) la description des activités sur les trois volets, (iv) la définition des moyens humains, matériels et financiers nécessaires, (v) les étapes à franchir et un chronogramme pour l'intervention. Le projet à venir sera financé sur les fonds issus du contrat désendettement-développement (C2D).

Élaboration et mise en place du dispositif de suivi-évaluation du programme Appui à la formation professionnelle (AFOP 2). Cameroun. Juillet et novembre 2014. Financement : A.F.D., C2D.

L'objectif de la 2^e phase, AFOP 2, vise à améliorer la qualification professionnelle des acteurs de développement agricole et rural et une meilleure insertion des jeunes formés dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des pêches. Trois résultats sont attendus de cette nouvelle phase : (i) accroître le nombre de jeunes et d'adultes formés au travers du dispositif de formation professionnelle, (ii) accroître le

nombre de jeunes et d'adultes insérés à l'issue de la formation, (iii) accroître le nombre de structures de formation rénovées.

L'IRAM est intervenu auprès ce programme pour élaborer et mettre en place le dispositif de suivi-évaluation.

Étude d'identification des filières porteuses pour une plus grande intégration du secteur minier moderne dans le tissu économique provincial au Katanga. Congo. Juillet 2014. Financement : O.I.T.

Le Programme d'activités pour l'emploi des jeunes dans la province de Katanga (P.A.E.J.K.) vise à contribuer à la réduction de la pauvreté à travers l'accroissement de l'employabilité des jeunes et la création d'emplois. Il est structuré en 4 composantes : (i) renforcement des capacités entrepreneuriales des jeunes femmes et hommes; (ii) accès accru des jeunes entrepreneurs à la microfinance; (iii) accroissement de l'employabilité des jeunes sortant des établissements de formation professionnelle; (iv) renforcement des capacités provinciales de gouvernance du marché du travail.

L'étude réalisée a permis de mettre en évidence les liens entre les industries extractives et le développement économique local, et de faire des recommandations au P.A.E.J.K., en ce qui concerne les secteurs prioritaires en matière d'appui à l'entrepreneuriat et les politiques à mettre en place, afin de générer un environnement favorable à la création et au développement de micro, petites et moyennes entreprises locales. Au-delà de l'engagement très variable des miniers sur la question de l'emploi des jeunes, il s'est posé une vraie question sur les politiques publiques dans le secteur minier, de santé, et surtout économique et agricole.

Zoom

Capitalisation des actions de formation-insertion des jeunes conduites par les O.N.G. Monde. Mai 2013 – décembre 2014. Financement : A.F.D., FISONG.

Dans le cadre de la facilité d'innovation sectorielle pour les O.N.G. (FISONG) 2013 sur la formation professionnelle, l'Agence française de développement (A.F.D.), en concertation avec des O.N.G. françaises, a souhaité réaliser une étude de « capitalisation des actions de formation-insertion des jeunes conduites par des organisations non gouvernementales ». Cette capitalisation a pour principal objectif d'être un outil au service de la qualité et de l'efficacité de l'action des O.N.G., en valorisant les « pratiques » de ces dernières susceptibles d'être réinvesties dans des actions futures. Elle identifie des points de recommandation et des points de questionnement à mettre en débat au sein des acteurs engagés dans la formation professionnelle et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes.

L'étude a été structurée autour de la question centrale suivante : « Comment et à quelles conditions l'offre de formation professionnelle soutenue par les O.N.G. peut-elle mieux contribuer à l'intégration des jeunes dans l'emploi durable ? ». Au total 47 dispositifs ont été analysés par voie documentaire ou visites de terrain (29 dispositifs en milieu urbain, 10 en milieu rural et 8 couvrant les deux contextes) et 9 études pays ont été réalisées en Afrique de l'Ouest (Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal), en Afrique de l'Est (Ouganda), en Afrique du Nord (Maroc), en Amérique du Sud (Brésil), en Asie du Sud-Est (Cambodge) et en Europe (France).

Les résultats de la capitalisation font l'objet d'une publication, éditée par l'IRAM, disponible sur <http://www.iram-fr.org/pdf-publications/675.pdf>



Capitalisation-Recherche

Analyse documentaire des dispositifs de financement de la formation professionnelle en Amérique latine. Amérique latine. Octobre 2014. Financement : Agence pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA), A.F.D.

L'IRAM a réalisé une analyse documentaire des dispositifs de financement de la formation professionnelle en Amérique latine, qui avait pour vocation d'apporter un regard croisé à l'analyse de ces dispositifs en Afrique. Celle-ci a permis de caractériser les grandes tendances de l'évolution des pratiques de financement de la formation professionnelle au cours des dix dernières années, tout en

apportant un éclairage particulier sur la problématique du financement de la formation agricole et rurale.

L'étude a donné lieu à une synthèse publiée par l'A.F.D. « Financement de la formation professionnelle en Afrique : rôles et spécificités des fonds de financement de la formation professionnelle », en français et en anglais. L'IRAM a contribué à sa présentation lors des rencontres du développement : « Regards croisés sur la formation professionnelle en Afrique » le 28 novembre 2014.



Colloque « Accompagner l'insertion des jeunes dans les agricultures familiales au Sud : enjeux, perspectives, programmes d'action ». Montpellier. 4 au 6 juin 2014. Organisation : Institut des régions chaudes (I.R.C.).

L'IRAM a appuyé l'organisation de ce colloque et y a animé un atelier intitulé « Quel accès au financement pour des projets viables d'installation des jeunes ? ».

http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=86



Congo



Congo



État financier. (k€)

Compte de résultats :

En 2014, le chiffre d'affaires du Groupe associatif IRAM atteint son niveau le plus élevé depuis ces dix dernières années, avec plus de 4,7 millions d'euros. Ce niveau de production important du Groupe s'explique par une croissance forte des missions d'expertise de court terme (+ 17 % entre 2013 et 2014), et des projets pluriannuels mis en œuvre par l'IRAM (+ 15 % entre 2013 et 2014). Cependant cette évolution du chiffre d'affaires assure insuffisamment la couverture de nos coûts de structures, qui restent néanmoins maîtrisés. Le Groupe dégage un taux de marge brute exceptionnellement bas en 2014 par rapport à la moyenne. Cette situation s'explique par la conjonction des éléments suivants :

- un poids relatif des projets financés sur appel à proposition qui devient significatif, et notamment ceux financés par l'U.E. qui sont par nature peu contributifs (ce type de financement était peu représenté en 2013, alors qu'il représente 5 % du chiffre d'affaires en 2014). Il est à noter que sur une période plus longue, de 2011 à 2014, la part relative des projets financés sur appels à proposition (tous bailleurs confondus) dans le chiffre d'affaires global est passé de 9 % à 16 % (+ 7 points). Cette présence plus forte des projets financés sur appel à proposition augmente de façon substantielle le chiffre d'affaires du Groupe associatif, mais ne contribue pas autant à la marge brute ;
- le recours plus important à des prestations externes (ce poste de dépense progresse de 42 % entre 2013 et

2014) avec une part plus conséquente de la cotraitance, qui représente 27 % des prestations externalisées en 2014 contre 25 % deux ans auparavant. L'augmentation de l'externalisation d'une partie des prestations, outre les besoins d'alliances et de partenariats nécessaires sur certaines thématiques ou pour des marchés d'une certaine taille est en lien avec une croissance de l'activité que ne peut assumer seul l'effectif salarié : un recul de la part des activités où l'IRAM est seul opérateur (22 % du chiffre d'affaires en 2014 contre 33 % en 2013 et 25 % en 2012).

La faible progression de l'ensemble des frais de structure (frais de personnels et frais généraux connaissent une augmentation de + 2 % entre 2013 et 2014), la reprise de provisions suite à une réévaluation de risques liés à certaines conventions, l'effet du Crédit d'impôts pour la compétitivité et l'emploi (CICE), et le bénéfice d'un taux de change dollar/euro favorable, ont cependant jugulé en partie un taux plus faible de marge brute et une performance économique décevante (un résultat d'exploitation déficitaire de – 53 k€).

En 2014, le Groupe associatif IRAM clôture sur un résultat net déficitaire de – 12 634 €, résultat en progression, comparé au résultat déficitaire de 2013 (le résultat du Groupe en 2013 était de – 119 000 €, mais était marqué par des investissements stratégiques, et des provisions pour risques et charges liés à la clôture d'une convention complexe).

Compte de résultats (k€)	2012	2013	2014
Chiffre d'affaires	3 945	4 116	4 777
Frais liés aux missions et sous-traitance	- 1 955	- 1 859	- 2 604
Salaires et charges	- 1 663	- 1 894	- 1 911
Frais de structure	- 274	- 260	- 293
Amortissement	- 25	- 23	- 22
Résultat financier et exceptionnel		- 129	43
Provision		- 70	- 2
Intéressement	- 7		
I.S.	- 1		
Résultat net	21	- 119	- 12

Bilan :

Le bilan du Groupe associatif IRAM est caractérisé essentiellement par une baisse des capitaux propres, tout en ayant une situation de trésorerie très excédentaire au 31 décembre 2014.

Les capitaux propres ont baissé mais reste néanmoins à un bon niveau, puisque le rapport des capitaux propres au total du passif est très acceptable (43 % en 2013 et 35 % en 2014) et le Groupe associatif ne présente aucun endettement bancaire de long terme. Le fonds de roulement net global reste stable entre les deux exercices passant de 1 118 k€ en 2013 à 1 168 k€ en 2014. Il est supérieur au Besoin en fonds de roulement (B.F.R.) de 1 006 k€. Le Groupe associatif IRAM possède ainsi les moyens pour financer ses immobilisations et la majeure partie de son exploitation.

Quant à l'excédent important de trésorerie, il correspond principalement au décalage entre les avances aux projets reçues de la part des bailleurs et la matérialisation des besoins de fonds au sein des projets mis en œuvre.

Bilan (k€)	2012	2013	2014
Total actif	3 129	4 185	5 056
Immobilisations	609	593	577
Créances clients	2 191	2 816	2 244
Total passif	3 129	4 185	5 056
Capital social	434	434	434
Réserves	1 410	1 391	1 324
Résultat net exercice	21	- 119	- 12
Projets et fournisseur	1 264	2 409	3 310

Les comptes de l'IRAM sont contrôlés chaque année par le cabinet Doucet, Beth et associés, commissaire aux comptes des deux entités (association et SASU)

Activités réalisées et partenaires financiers :

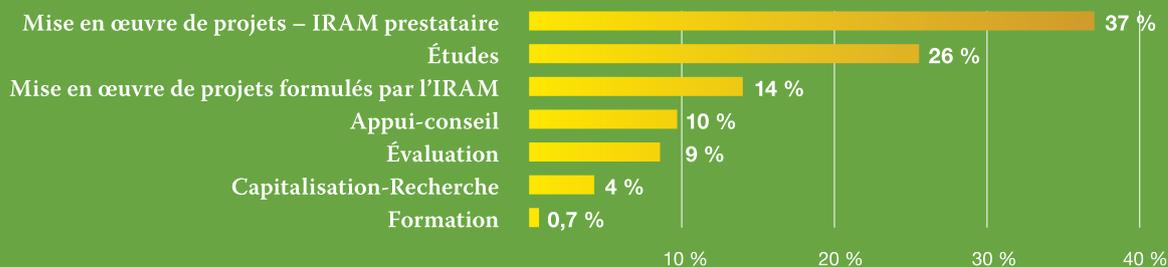
En 2014, l'A.F.D. reste toujours le premier bailleur de l'IRAM. Elle représente 44 % du chiffre d'affaires, et finance, entre autres, 10 projets pluriannuels. L'A.F.D. et l'U.E. pèsent toujours plus de la moitié du chiffre d'affaires de l'IRAM. On constate en 2014 un recul de la part de l'A.F.D. (- 6 points par rapport à 2013) au profit de l'U.E. dont le chiffre d'affaires passe de 10 % en 2013 à 15 % en 2014. Spécifiquement en 2014, l'U.E. finance

deux projets sur appel à proposition (l'un au Tchad, l'autre en Centrafrique), plusieurs évaluations du portefeuille de l'U.E. au niveau national au Tchad, Madagascar et en République démocratique du Congo, ainsi que deux nouveaux projets d'assistance technique qui ont démarré au second semestre 2014, respectivement à Madagascar et en Algérie.

Partenaires financiers (% du chiffre d'affaires)



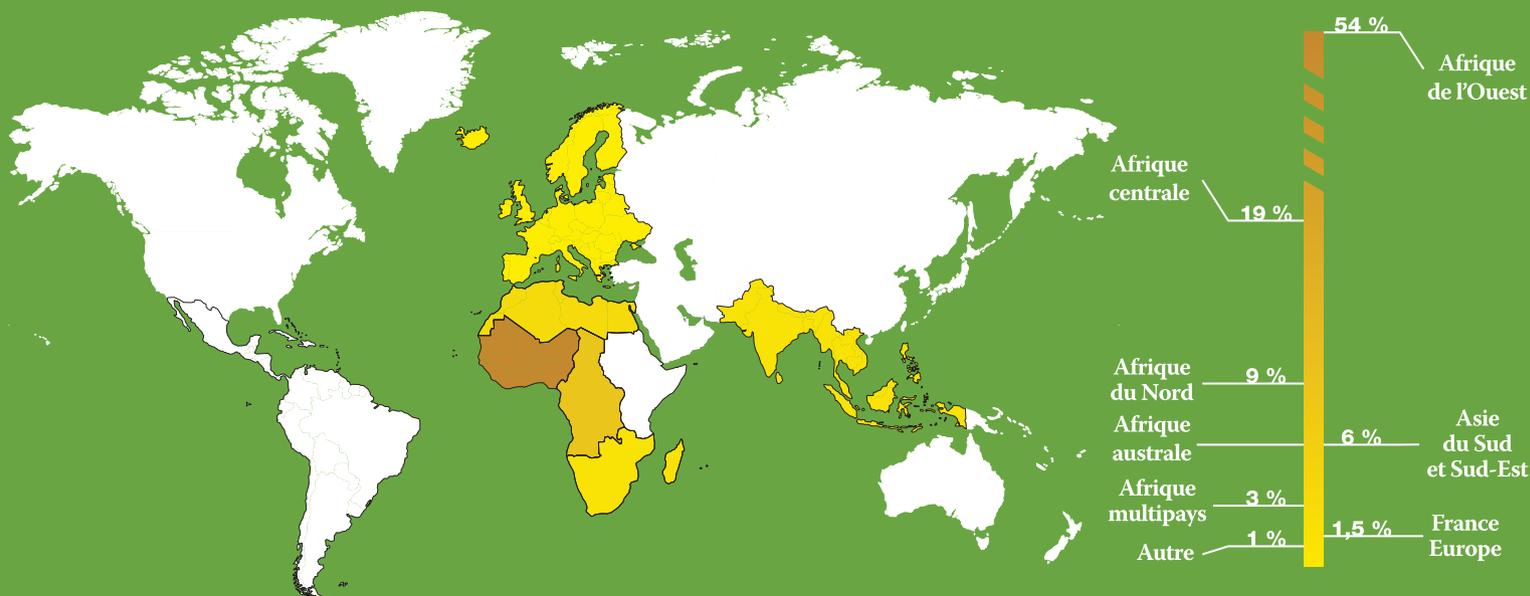
Activités réalisées (% du chiffre d'affaires)



En 2014, les zones géographiques d'intervention se maintiennent en Afrique de l'Ouest et restent prédominantes dans l'activité de l'IRAM (54 % du chiffre d'affaires réalisé en 2014), l'Afrique centrale conserve un poids important avec près de 20 % de l'activité du Groupe associatif, bien que la part de cette zone géographique dans le chiffre d'affaires ait reculé de près d'un tiers dans les activités de l'IRAM depuis 2012. Le Maghreb marque

une croissance significative entre 2013 et 2014, passant respectivement de 4 % à 9 % du chiffre d'affaires. Les prestations y sont diversifiées : appui-conseil et études pour plus de 70 % du chiffre d'affaires réalisées dans la zone, mais aussi une assistance technique résidente longue dans le cadre de la coopération décentralisée de la région PACA avec la région de Tanger-Tétouan au Maroc.

Zones d'interventions (% du chiffre d'affaires)





Les sources de financement des activités de l'IRAM

Institutions publiques	<ul style="list-style-type: none"> – Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) – France – Agence belge de développement (C.T.B.) – Belgique – Agence française de développement (A.F.D.) – France – Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement (Lux Dev) – Luxembourg – Banque africaine de développement (BAD) – Banque mondiale (B.M.) – Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) – Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) – Conseil général du Val-de-Marne – France – Conseil régional de Picardie – France – Conseil régional de Provence – Alpes-Côte d'Azur – France – <i>Department for International Development</i> (DFID) – Grande-Bretagne – Direction du Développement et de la Coopération (D.D.C.) – Suisse 	<ul style="list-style-type: none"> – Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) – France – <i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> (GIZ) – Allemagne – Ministère des Affaires étrangères (M.A.E.) – France – Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) – France – Ministère de l'Économie, des Finances et du Commerce extérieur – Direction générale du Trésor – France – Organisation internationale du travail (O.I.T.) – Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) – Programme alimentaire mondial (PAM) – Union européenne (U.E.) – Union économique et monétaire ouest-africaine (U.E.M.O.A.) – <i>United States Agency for International Development</i> (U.S.A.I.D.) – États-Unis
Fondations et entreprises privées	<ul style="list-style-type: none"> – Akay – Inde – Fondation Albert II de Monaco – Monaco – Fondation FARM – France – Fondation de France – France – Fondation internationale du banc d'Arguin (FIBA) – Suisse – Fondation Howard Buffet 	<ul style="list-style-type: none"> – Fondation Rio Tinto – Fondation Total – France – Fondation Veolia – France – <i>Livelihoods</i> – France – <i>Phytotrade Africa</i> – Tate – France

Organisations de la société civile

- Action contre la faim (A.C.F.) – France
- Caritas – France
- Comité français pour la solidarité internationale (C.F.S.I.) – France
- Handicap international (H.I.) – France
- Oxfam Hong-Kong
- Plateforme pour le commerce équitable (P.F.C.E.) – France
- Plateforme pastoral du Tchad
- Réseau *Bilital Maroobé* (R.B.M.) – Niger
- S.N.V. – Mali
- S.O.S. Faim – Belgique
- *Twin* – Grande-Bretagne
- Vétérinaires sans frontières (V.S.F.) – Belgique

Budget projet IRAM (€)

L'IRAM constitue chaque année un budget spécifique dédié à la mise en œuvre du projet associatif. Ce budget est doté de ressources internes (une partie des résultats du groupe et de contributions de temps de travail des salariés), et de co-financements externes. Les projets financés sont co-engagés et co-pilotés par les membres de l'association et les salariés.

En 2014, le B.P.I. n'ayant bénéficié ni de dotation externe ni de dotation en provenance de résultats financiers du groupe, son montant est égal au solde du B.P.I. 2013, soit 30 379 €. Sur cette base les actions suivantes ont été décidées :

- Sur l'axe structurant évaluation des politiques publiques, il s'agissait de poursuivre les travaux me-

nés par l'équipe en 2013, en élaborant un document conceptuel mettant en perspectives les pratiques de l'IRAM et les débats actuels autour de l'évaluation des politiques publiques.

- Sur l'axe formation et insertion professionnelle des jeunes, il était question d'organiser une journée technique.
- Enfin sur l'axe filières et territoires, il s'agissait de préparer une journée d'étude.

Seule l'action sur l'axe formation et insertion professionnelle des jeunes a pu être réalisée. Celle sur l'axe filière et territoire a été reportée en 2015. Ainsi au 31 décembre 2014 ont été dépensés 1 604 €. Au 31 décembre 2014, le solde disponible du B.P.I. est donc de 28 775 €.

B.P.I. (€)	Ressources	Emplois	Solde en fin d'exercice
2011 : Dotation sur résultat Groupe associatif 2010	89 100		
Engagements			
Actions décidées et engagées en 2011		20 918	68 182
Temps salariés		7 629	
Frais		13 288	
2012 : Financement externe Étude Guinée	15 482		
Engagements			
Actions décidées et engagées en 2012		50 139	33 526
Temps salariés		16 171	
Frais		33 968	
2013 : Dotation sur résultat Groupe associatif 2012	14 000		
2013 : Dotation sur temps de travail salariés (dédié au B.P.I.)*	26 950		
Engagements			
Actions décidées engagées en 2013		44 096	30 379
Temps salariés		35 860	
Frais		8 237	
Engagements			
Actions réalisées en 2014		1 604	28 775
Temps salariés		1 604	
Frais		0	
Total ressources 2015	28 775		

* 70 jours (C.U. moyen 385 €).





Du jatropha, de l'énergie. Exploiter le potentiel d'une plante comme vecteur de développement.

Mali. Octobre 2014. Réalisation : Terre nourricière.

Réalisé en 2014 dans le sud du Mali pour le réseau JatroREF, ce film a pour objectif d'illustrer les acquis, les leçons apprises et les contraintes à lever pour la mise en place de filière agrocarburant à partir de jatropha en Afrique de l'Ouest. Le film présente deux initiatives de terrain, à Kita et Koutiala. Après quelques années d'expérience, il ressort de ces projets que si ces filières sont encore très fragiles, il existe des pistes d'amélioration de leur viabilité, qui passent par la définition d'objectifs plus mesurés, une valorisation plus large des produits et des coproduits, un positionnement sur différents marchés, de la recherche et un investissement plus grand de la part de l'État.

<http://www.jatroref.org/rubrique4.html>

Le projet JatroREF a pour objectif la construction de référentiels permettant de caractériser la viabilité socio-économique et la durabilité environnementale des filières paysannes de production d'agrocarburants à base de Jatropha en Afrique de l'Ouest. Le site présente les travaux du réseau sur les thématiques agronomiques, techniques, socio-économiques et en termes de développement des filières. En plus des principaux documents de synthèse élaborés par le réseau, le site regroupe des documents bibliographiques spécifiques sur chaque thématique.

Retrouver toutes les informations et visionner les films sur le site du projet <http://www.jatroref.org>



La filière bovine tchadienne, un moteur de croissance en quête de reconnaissance.

Tchad. Février 2013. Réalisation : Terre nourricière.

Ce film, réalisé par Terre nourricière dans le cadre du Projet d'appui à la filière bovine (PAFIB), a reçu le prix *Louis Guimet* lors du 11^e festival « Pastoralisme et grands espaces ». Il présente les caractéristiques de la filière élevage au Tchad, donne des éléments sur l'impact économique de la filière, et présente les difficultés que rencontrent ses différents acteurs.

Le projet d'appui à la filière bovine (viande, cuir) du Tchad a promu de 2009 à 2013 l'intégration de la filière bétail-viande tchadienne dans le contexte des échanges commerciaux sous-régionaux en l'adaptant aux évolutions du marché en termes de qualité, de diversification des produits et de normes sanitaires. Il a été mis en œuvre par l'IRAM, J.V.L. Consultants et Euro Consultants, sur financement de l'Union européenne.

Retrouver toutes les informations et visionner le film sur le site du projet <http://www.filiere-bovine-tchad.com/index.php>

La gomme arabique tchadienne : acheter et investir aujourd'hui.

Tchad. 2012. Réalisation : Terre nourricière.

Dans le cadre du Projet d'appui à la filière gomme arabique au Tchad (PAFGA), financé par l'U.E. de 2009 à 2013, mis en œuvre par l'IRAM et ECO-Consulting, un film de promotion de la filière tchadienne a été réalisé. Il s'agit d'un outil de communication mis à la disposition des exportateurs tchadiens, traduit en anglais, arabe, chinois, espagnol. Voir le film sur le site de l'IRAM http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=57&adm=o



Les journées d'études de l'IRAM

L'association IRAM organise une fois par an des journées d'études thématiques, qui ont pour objectifs de permettre la réflexion et les échanges sur des thèmes liés aux problématiques du développement, à partir de l'expérience terrain issue des pratiques d'intervention de l'IRAM.

Ces journées d'études rassemblent des partenaires au développement Nord et Sud (O.S.I., chercheurs...) et des bailleurs. Les vidéos des journées présentent l'intégralité des communications et des débats.

L'insertion socio-économique des jeunes ruraux en Afrique : contraintes et perspectives.

France. Juin 2013. Réalisation : Terre nourricière.

Retrouver les vidéos de la journée sur le site IRAM http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=71&adm=o

Vulnérabilité aux aléas et adaptation aux changements climatiques : enjeux et innovations méthodologiques.

France. Juin 2012. Réalisation : Terre nourricière.

Un site dédié à cette journée a été créé. Il vous présente les vidéos de la journée et son verbatim, ainsi qu'une sélection de documents sur la thématique <http://vulnerabilite.iram-fr.org>

Les changements politiques, sociaux et économiques au Sahel :

Quelles implications pour les politiques de développement et les dispositifs de coopération ?

France. Juin 2011. Réalisation : Terre nourricière.

Retrouver les vidéos de la journée sur le site IRAM http://www.iram-fr.org/iram-actualite-detail.php?produit=general&id_actu=34&adm=o

Retrouvez-nous aussi sur...

Notre site, qui fait peau neuve en 2015 www.iram-fr et notre page LinkedIn http://www.linkedin.com/company/iram_2

Depuis sa création, L'IRAM a développé de nombreuses relations de partenariat tant en France et en Europe que dans les pays du Sud. Ces partenariats permettent de donner plus d'ampleur à la mise en œuvre du projet du groupe, notamment par un élargissement des compétences techniques et une meilleure connaissance du contexte local des interventions. Pour la plupart d'entre eux, ces partenariats s'inscrivent dans la durée.

Nos partenaires dans l'exécution de prestations de services

L'IRAM formule une grande partie de ses offres de services en association avec d'autres structures (bureaux d'études, ONG professionnelles...) établies en Europe ou dans les pays du Sud. Ces partenariats sont construits autour de complémentarités techniques, thématiques ou géographiques. En 2014, nos principaux partenaires en la matière sont :

- Aide à la décision économique (A.D.E.) – Belgique
- AGER – Tunisie
- Agriate – France
- Agence européenne pour le développement et la santé (AEDES) – Belgique
- Action marketing pour le développement (A.M.D.) – Burkina Faso
- ANTEA – France
- Agronomes et vétérinaires sans frontières (A.V.S.F.) – France
- Bureau d'expertise sociale et de diffusion technique (BEST) – Madagascar
- Bureau d'ingénierie et de contrôle de qualité (BICQ) – Mauritanie
- Bureau Issala – France
- Cap rural – Maroc
- CER – France
- CIRAD – France
- Comité d'échanges, de réflexion et d'information sur les systèmes d'épargne crédit (CERISE) – France
- Consulting Plus – Madagascar
- *Development consulting and engineering group* (D.C.E.G.) – Sénégal
- Ecocinetic – France
- ECO-G – Maroc
- ECO consulting group – Allemagne
- E Sud – France
- France expertise internationale (F.E.I.) – France
- Groupe énergies renouvelables, environnement et solidarités (GERES) – France
- G.L.G. – France
- Groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET) – France
- Groupe U.R.D. – France
- IDEEL – France
- I.D.L. – Mali
- I.C.I. – Burkina-Faso
- INRA – France
- IPAR – Rwanda et Sénégal
- I.R.C. SupAgro Montpellier – France
- Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale (LARES) – Bénin
- Lux-Development – Luxembourg
- Maison guinéenne de l'entrepreneur (M.G.E.) – Guinée
- NIRAS – Danemark
- REDD – Suisse
- Réseau Formation agricole et rural – Guinée
- RONGEAD – France
- Rudec – Viêt Nam

- SHER Ingénieurs-conseils – Belgique
- SOLID – Sénégal
- T.D.H. – Bénin
- Urgence réhabilitation développement (U.R.D.) – France

Nos partenaires dans la formulation d'initiatives pour le développement

La mise en œuvre du projet associatif de l'IRAM se traduit par diverses initiatives qui, le plus souvent, reposent sur des partenariats. Ceux-ci portent notamment sur : la formulation ou la mise en œuvre d'actions innovantes sur le terrain; la réalisation de processus de capitalisation; la préparation d'actions de plaidoyer; le renforcement des capacités... En 2014, les partenaires de l'IRAM en la matière sont, au Nord comme au Sud, des organisations de la société civile, des entreprises à finalité sociale (I.M.F. par exemple) ou des organisations professionnelles :

- Agence pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) – Tunisie
- Association africaine de crédit agricole et rural – Kenya
- Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN) – Niger
- Agence nationale du développement des biocarburants (ANADEB) – Mali
- Association malienne d'éveil au développement durable (AMEDD) – Mali
- Confédération des institutions financières d'Afrique de l'Ouest
- Comité de coopération avec le Laos (C.C.L.) – Laos
- Centre international d'études pour le développement local (CIEDEL) – France
- Consultant sans frontière (C.S.F.) – France
- CeRPA Zou-Collines – Bénin
- Crédit rural de Guinée (C.R.G.) – Guinée
- D.G.E. – Bénin
- Ecocinetic – France
- Fédération des centres de prestations de services de la zone Office du Niger (Faranfasi So) – Mali
- Fédération des organisations non gouvernementales du Sénégal (FONGS) – Sénégal
- Fédération des agro-pasteurs du Ouaddaï (FRAPO) – Tchad
- Groupe énergies renouvelables, environnement et solidarités (GERES) – France
- Groupe de recherches et d'échanges technologiques (GRET) – France
- Groupement des coopératives agropastorales pour le développement de Moulenda (G.C.A.D.M.) – Congo
- INADES Formation – Tchad
- *International Institute for Environment and Development* (I.I.E.D.) – Grande-Bretagne
- Karkara – Association nigérienne pour la dynamisation des initiatives locales – Niger
- O.N.G. Échelle – Centrafrique
- Réseau d'appui aux initiatives locales (RAIL) – Niger
- Réseau Bilital Maroobé (R.B.M.) – Réseau des organisations d'éleveurs et pasteurs de l'Afrique – Burkina Faso
- S.O.S. Faim Belgique et Luxembourg
- Terre nourricière – France
- V.S.F. Belgique – Belgique

Nos partenaires dans la participation à des actions de recherche

En articulation étroite avec ses autres activités, l'IRAM participe à des programmes de recherche en partenariat avec des unités de recherche de l'I.R.D., du CIRAD et de

différentes universités. En 2013, nos principaux partenaires dans ce domaine sont :

- Association pour le développement autonome (ADA)
 - Luxembourg
- Centre d'étude sur la mondialisation, les conflits, les territoires et les vulnérabilités (CEMOTEV) de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et de l'I.R.D.
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) – Département « environnement et sociétés »
- Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.)
- INRA – France
- Institut des régions chaudes (I.R.C.) – SupAgroMontpellier
- Institut de recherche pour le développement (I.R.D.)
- Groupement d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement (GEMDEV)

Nos partenaires dans la réalisation d'actions de formation

L'IRAM conçoit et anime des modules de formation pour plusieurs établissements d'enseignement supérieur français :

- AgroParisTech
- Centre d'études et de recherches sur le développement international (CERDI) – Clermont-Ferrand
- Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM – I.A.M.M.) – Montpellier
- École nationale d'administration (ENA) – Paris
- ENGREF AgroParisTech (École nationale du génie rural des eaux et des forêts) – Paris
- Institut des régions chaudes – Montpellier SupAgro – I.R.C. – Montpellier
- ISTOM – École supérieure d'agro-développement international – Cergy-Pontoise
- Muséum national d'histoire naturelle – Paris
- Université de Lille 1 – Faculté des sciences économiques
- Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne – Institut d'étude du développement économique et social (IEDES).
- Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne – U.F.R. de géographie
- Université de Rennes 1 – Faculté des sciences économiques

L'IRAM est membre fondateur de :



Comité d'échanges, de réflexion et d'information
sur les systèmes d'épargne-crédit

L'IRAM est membre de différents réseaux, associations, groupes d'associations



Comité scientifique français de la désertification



L'IRAM est membre des conseils d'administrations



Crédit rural de Guinée



Comité éditorial : Marie-Jo Demante, Johny Egg, Anne Lhomme

Crédits photographiques : Terre nourricière, Raphaël Beaujeu (IRAM), Bernard Bonnet (IRAM), Jean-Marie Brun (IRAM), François Doligez (IRAM), Virginie Lecouster (IRAM), Antonin Pépin (IRAM), Olivier Renard (IRAM), Christophe Rigourd (IRAM), Laure Steer (IRAM), Marion Tréboux (IRAM)

Mise en pages : E. Jeudy

Impression : juin 2015 (Imprimerie Martin, Persan), sur papier recyclé



iram

**Institut de recherches et d'applications
des méthodes de développement**

www.iram-fr.org

IRAM Paris (siège social)

49, rue de la glacière — 75013 Paris

téléphone : + 33 (0)1 44 08 67 67 — télécopie : + 33 (0)1 43 31 66 31

iram@iram-fr.org

IRAM Montpellier

Parc scientifique Agropolis — Bâtiment 3 — 34980 Montferrier-sur-Lez

téléphone : + 33 (0)4 99 23 24 67 — télécopie : + 33 (0)4 99 23 24 68